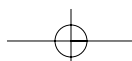
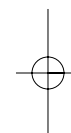
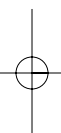


CHAPITRE III

Justification de l'inscription



III (a) Critères selon lesquels l'inscription est proposée

La série transnationale d'œuvres de Le Corbusier, dénommée ci-dessous *l'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier*, proposée pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial répond à trois critères parmi les dix fixés par l'UNESCO au paragraphe 77 des orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du Patrimoine mondial :

- **critère (i)**, elle représente un chef-d'œuvre du génie créateur humain ;
- **critère (ii)**, elle témoigne d'un échange d'influence considérable, au XX^e siècle et dans le monde entier, sur le développement de l'architecture et de la technologie, des arts monumentaux et de la planification des villes ;
- **critère (vi)**, elle est associée à des idées et à des œuvres artistiques qui ont eu une signification universelle exceptionnelle.

Critère (i)

L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier est un fruit exceptionnel du génie créateur humain.

Comme toute œuvre majeure, celle de Le Corbusier s'inscrit dans une continuité historique. Pourtant, l'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier est avant tout une œuvre de rupture. Elle possède la force de l'avant-garde, celle qui appartient aux artistes capables d'explorer des questionnements nouveaux et d'inventer des réponses inusitées. L'invention de Le Corbusier a ceci d'exceptionnel qu'elle se situe sur le plan des formes, de l'espace et de la couleur, mais aussi de la technique et des modes de vie. Elle englobe toutes les dimensions de la création architecturale et urbaine, de la question de la cellule humaine à celle de l'aménagement du territoire.

Fait assez rare, la plupart des ses œuvres sont considérées comme les manifestes d'une pensée nouvelle. Mais, avant-gardistes au moment de leur création, elles sont souvent devenues objets de référence de la production dominante une ou deux décennies plus tard. Elles ne témoignent pas uniquement d'un moment de fulgurance créatrice originale, mais préfigurent avec lucidité des solutions qui seront adoptées en architecture comme en urbanisme sur l'ensemble de la planète.

Critère (ii)

L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier témoigne d'un échange d'influence considérable, au XX^e siècle et dans le monde entier, sur le développement de l'architecture et de la technologie, des arts monumentaux et de la planification des villes.

L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier témoigne de la naissance et du développement du courant majeur de l'architecture et de l'urbanisme au XX^e siècle, qualifié de *Mouvement moderne* ou des *Mouvements modernes*. Cette dénomination générique incarne un profond bouleversement des conceptions architecturales et urbaines qui ont profondément et durablement transformé le paysage urbain dans le monde entier. Les formes, les conditions de production, les attendus sociaux, les matériaux et les techniques mises en œuvre, ont été renouvelés en quelques décennies. Du début du siècle au milieu des années soixante, la contribution de Le Corbusier à ce mouvement est essentielle. Dès les années vingt, il est reconnu comme une figure emblématique de cette modernité et s'impose comme son porte-parole le plus dynamique, le plus médiatique et le plus contesté, car le plus exposé. Depuis son décès en 1965, la réception de son œuvre ne cesse de susciter études universitaires, débats publics, commémorations, expositions, publications ; elle continue de servir de point de repère dans la réflexion contemporaine sur l'architecture et la ville.

Critère (vi)

L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier est associée à des idées et à des œuvres artistiques qui ont eu une signification universelle exceptionnelle.

L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier est profondément inscrite dans le *Mouvement moderne*, le *Style international* et la pensée fonctionnaliste qui marquent tout le XX^e siècle. Elle est un maillon décisif dans la naissance d'une architecture puriste, dont le langage de formes et de couleurs primaires rompt totalement avec les canons de l'architecture classique et ceux de toute architecture vernaculaire nationale. Les idées de Le Corbusier contribuent fortement à ouvrir le travail de l'architecte sur le plus grand nombre. L'architecture n'est plus réservée presque exclusivement à une élite initiée. Les propositions artistiques, techniques ou sociales liées à cette production ne sont plus liées à une culture locale quelconque mais possèdent intrinsèquement une visée universelle. L'impact concret de cette pensée moderne sur l'environnement architectural et urbain du XX^e siècle a bouleversé nos modes de pensée sur la question de l'habitat humain, de la ville et de ses grands équipements. La pensée fondamentalement universaliste de Le Corbusier ouvre sur une architecture et un urbanisme qui

pour la première fois dans l'histoire de l'humanité ont atteint une dimension planétaire. L'architecture et l'urbanisme modernes auxquels le Corbusier a tant contribué a touché au cours du XX^e siècle tous les programmes dans tous les pays de la planète. Bien que contestée depuis les années soixante dix elle n'en demeure pas moins le fond culturel commun de tous les architectes et urbanistes en ce début de troisième millénaire.

III (b) Projet de déclaration de valeur universelle exceptionnelle

Déclaration de valeur universelle exceptionnelle de la série

L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier possède une valeur universelle exceptionnelle en tant que contribution fondamentale à l'architecture et à l'urbanisme moderne du XX^e siècle. Sur le plan artistique, par leurs qualités exceptionnelles, ses réalisations sont saluées à leur époque comme autant d'événements dans la presse internationale ; elles sont reconnues depuis comme autant de dates clefs de l'histoire de l'architecture par tous les grands historiens de l'art contemporain. L'apport de Le Corbusier transforme durablement l'aspect de l'architecture et des villes du monde entier. Preuve de l'exemplarité et du caractère exceptionnel de cette Œuvre, le patrimoine corbuséen fut reconnu et protégé très précocement dans chacun des pays concernés par la série proposée.

La série retenue au sein des différentes catégories typologiques est représentative de l'ensemble de la production théorique et pratique de Le Corbusier fortement marqué lui-même par la notion d'universalité. Elle apporte des réponses fondamentales et inédites aux principaux enjeux de l'architecture et de l'urbanisme du XX^e siècle. En raison de son exceptionnel caractère transnational la série des œuvres de Le Corbusier témoigne de manière unique du basculement de la création architecturale et urbaine d'un niveau local ou national à une échelle planétaire. Le Corbusier est le premier et principal acteur de cette mutation.

Une contribution fondamentale à l'architecture et à l'urbanisme moderne

Aux côtés de l'américain Frank Lloyd Wright, des allemands Ludwig Mies van der Rohe ou Walter Gropius, et du finlandais Alvar Aalto, Le Corbusier est reconnu par

ses pairs et par les historiens comme l'une des cinq figures majeures fondatrices de l'architecture moderne. Cette reconnaissance devient plébiscite dans le grand public où son nom incarne confusément l'architecture moderne du XX^e siècle.

Au sein de ce groupe prestigieux, il occupe une place importante, en raison du caractère de manifeste de la plupart de ses réalisations. Ses maisons du *Weissenhof-Siedlung* de Stuttgart représentent une contribution majeure à la question du logement standardisé qui se trouve au cœur des préoccupations des architectes précurseurs du *Mouvement moderne*. La *Villa Savoye* de Poissy constitue encore aujourd'hui l'image emblématique de ce nouveau langage plastique inventé dans les années vingt et devenu universel depuis. L'*Unité d'habitation de Marseille*, où Le Corbusier plaide pour l'alliance du collectif et de l'individuel, demeure un archétype étudié par les étudiants en architecture du monde entier. Pour n'en rester qu'à ces exemples, la *chapelle Notre-Dame-du-haut* de Ronchamp marque en 1955 une rupture majeure dans l'architecture religieuse du XX^e siècle. Enfin à l'échelle urbaine, le plan d'urbanisme de Chandigarh représente la première grande application globale des thèses de la *Charte d'Athènes* ; elle ouvre sur une refonte profonde la notion de ville.

La force de cette contribution tient également à la capacité de Le Corbusier à répondre à tous les enjeux et grands programmes de son temps, au premier rang desquels figure la question de l'habitat et particulièrement celle du logement du plus grand nombre. Le Corbusier apporte également des réponses originales dans le domaine de l'art sacré, des grands équipements publics, et de la ville. Dans ce dernier domaine, ses propositions sont adaptées à la métropolisation en marche dont il pressent les conséquences et les difficultés. Son souci d'aborder toutes les questions liées à son art, de la cellule de l'homme moderne à l'aménagement du grand territoire, confère à son œuvre une portée authentiquement universelle. Le Corbusier s'adresse à l'homme de son temps.

Cette force de proposition s'appuie notamment sur une curiosité technique qui le pousse à expérimenter toujours de nouveaux matériaux ou de nouveaux systèmes constructifs : canon à ciment (1917), béton brut de décofrage (1929), soudure à l'arc (1932), pavés de verre (1933) structures métalliques haubanées (1937), contreplaqué (1937), béton précontraint (1960), etc. Artiste et poète, Le Corbusier aborde la question du choix des matériaux et de leur mise en œuvre, souvent davantage en plasticien qu'en technicien. Mais s'il n'a pas toujours le temps d'en apprécier toutes les qualités et les contraintes, il a souvent l'intuition de la solution technique et du matériau adapté à chaque projet.

Par ses textes et par ses réalisations, Le Corbusier contribue également fondamentalement à l'établissement des règles du nouveau langage moderne, celui des formes simples et pures, celui où l'équilibre des formes primaires prévaut sur le décor, celui du toit-terrasse, des surfaces immaculées, celui du « *jeu savant, correct et magnifique des volumes assemblés sous la lumière* »⁽¹⁾.

Ces multiples apports sont servis et amplifiés par une exceptionnelle production écrite, et une volonté farouche de convaincre qui le propulsent souvent au premier plan dans tous les débats, dans tous les combats pour la modernité. Son engagement et la grande lisibilité de ses écrits, donnent un écho unique à sa production architecturale et urbaine. Le Corbusier pense pouvoir transformer la société et éviter « la révolution » qui couve dans l'Europe de l'entre-deux guerres par l'architecture et l'urbanisme. Le Corbusier est assurément l'un des principaux responsables de cette fantastique utopie du mouvement moderne, de cet engagement quasi messianique de l'architecture et de l'urbanisme en réponse aux maux du monde moderne.

Un ensemble de créations de qualité exceptionnelle

Les réalisations ou ensembles de réalisations proposés dans cette série sont toutes des œuvres exemplaires de la modernité du XX^e siècle.

Elles témoignent d'une capacité de l'architecte à se remettre sans cesse en cause, à renouveler son langage plastique, à la manière d'un Pablo Picasso, qu'il admire et qu'il invitera sur le chantier de *l'Unité d'habitation de Marseille*. Le Corbusier écrit avec le peintre Amédée Ozenfant le Manifeste du Purisme – *Après le Cubisme* (1918) –, et apporte une contribution majeure à la mise en place des canons de la modernité. Il publie en 1927 le *Manifeste des cinq points pour une architecture nouvelle*, qui résume partiellement ses principes formels mais qui s'identifie pour longtemps avec ce nouveau style international naissant. La *Villa Savoye* en offre la version construite, et toute une partie de son œuvre renvoie à ces principes : la *Petite Maison au bord du lac Léman*, la *Maison Guiette*, la *Maison Cook*, ou les *Maisons du Weissenhof-Siedlung*.

La *Villa Savoye* à peine achevée, Le Corbusier bouleverse son langage, redécouvre les vertus des matériaux naturels, de nouvelles textures sur lesquelles la lumière s'accroche différemment, mélange les matériaux. Quinze ans plus tard, il construit les *Maisons Jaoul* et surprend encore ses contemporains en renouvelant son langage. Il lance ainsi les bases d'une réinterprétation de la modernité que l'historien Reyner Banham qualifie de *Brutalisme*⁽²⁾. Dans le même temps, il dérouta un certain nombre de ses admirateurs qui ne comprennent pas l'étrange chapelle

qu'il construit tout en courbes à Ronchamp. Quelques années plus tard, la construction du *Couvent Sainte-Marie-de-la-Tourette*, entraîne à nouveau admirateurs et contempteurs sur un terrain où on ne l'attendait pas.

Formidable plasticien, Le Corbusier apporte également une contribution essentielle dans le renouvellement de l'espace moderne. C'est à propos d'une de ses œuvres majeures, la *Maison Stein et de Monzie* (1926-1928) que le critique Siegfried Giedion, porte parole des CIAM, parlera d'une nouvelle conception du luxe en architecture : celui de l'espace. Des premières maisons en Suisse, aux dernières grandes demeures indiennes – les villas *Shodan* et *Sarabhai* –, en passant par les *Maisons La Roche et Jeanneret*, la *Villa Savoye*, la *Maison Cook*, la *Maison Guiette*, la *Maison du Docteur Curutchet*, toutes les réalisations de Le Corbusier offrent des solutions spatiales et distributives nouvelles.

Parmi les premiers, Le Corbusier, intègre la notion de quatrième dimension dans la conception de l'espace, celle du temps. L'architecture se découvre en mouvement, au fil du parcours. S'inspirant, comme quelques autres architectes d'avant-garde des théories du physicien Einstein et du mathématicien Poincaré sur la relativité et la quatrième dimension de l'espace, il traduit ce concept complexe en termes poétiques et met en scène ce qu'il appelle « *la promenade architecturale* ».

A la fois, peintre, plasticien et sculpteur, Le Corbusier, rythme ses parcours architecturés de couleurs primaires qui participent à la conception de la profondeur spatiale. Se souvenant d'exemples prestigieux observés sur l'Acropole d'Athènes, à la Mosquée de Brousse, à la Villa Adriana de Tivoli ou dans l'architecture traditionnelle du M'Zab, il use encore de la lumière comme d'un matériau de construction à part entière. L'œuvre est multiple, exemplaire, exceptionnelle d'invention.

III (c) Analyse comparative

La dimension universelle exceptionnelle de *L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier* résulte autant des qualités artistiques et du caractère iconique des réalisations sélectionnées dans cette série transfrontalière dans l'histoire de l'architecture, que de la personnalité de l'architecte qui s'imposa comme l'un des plus fervents défenseurs de la modernité. À tel point qu'il incarne parfois à lui seul ce mouvement de pensée artistique, technique et sociale dont l'ambition utopique était de changer la société par l'architecture et l'urbanisme. La plupart de ses confrères, des critiques et des historiens lui reconnaissent cette place privilégiée.

(1) *Vers une architecture*, « Trois rappels à Messieurs les architectes- I – Le Volume », op.cit p. 16.

(2) Reyner Banham, *The new brutalism, ethic or aesthetic*, Architectural, Press, Londres, 1966.

La sélection des réalisations de Le Corbusier au sein de son *Œuvre Complète*

Le Corbusier a peu construit, mais chacune de ses réalisations est un manifeste architectural ou urbain, observé dans le monde entier. La sélection des objets de cette série, et sa présentation thématique, ont déjà été justifiées dans le chapitre II (a). Rappelons simplement ici que le choix de chaque objet résulte du recoupement des critères d'authenticité et d'intégrité, de représentativité au sein de chaque catégorie retenue ou de son éventuelle unicité.

La série ainsi constituée recouvre à la fois tous les champs d'étude de Le Corbusier, ainsi que toutes les périodes de son activité créatrice. Mais la série est également exemplaire de l'apport de Le Corbusier aux grands débats et enjeux de l'architecture et de l'urbanisme du XX^e siècle, et de sa contribution majeure à la naissance du *Mouvement moderne*. De par sa globalité et sa cohérence interne, *L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier* telle qu'elle ressort de cette série, possède une valeur universelle exceptionnelle en regard des réalisations du XX^e siècle déjà inscrites sur la liste du Patrimoine mondial, mais aussi de l'histoire de l'architecture contemporaine en général.

Une œuvre majeure au sein du *Mouvement moderne*

Le Corbusier offre une contribution majeure au *Mouvement moderne*, aux côtés de ses contemporains allemands, Walter Gropius et Mies van der Rohe, du finlandais Alvar Aalto, ou de l'américain Frank Lloyd Wright. Les objets constitutifs de *L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier* appartiennent aux œuvres iconiques de l'histoire de l'architecture du XX^e siècle où figurent également la *Maison Schröder* de Gerrit Rietveld réalisée en 1924 [LPM-965 (2000), (i), (ii)], l'École du Bauhaus de Walter Gropius de 1925 [LPM-729 (1996), (ii), (iv), (vi)], mais encore les œuvres de Ludwig Mies van der Rohe telles que le *Pavillon de l'Allemagne à Barcelone*, la *Maison Tugendhat* de Brno (1932) [LPM-1052 (2001), (ii), (iv)], la Villa Farnsworth à Plano, Illinois, (1945-1950) ou certains de ses gratte-ciels américains et canadiens.

Le Sanatorium de Paimio, œuvre de Alvar Aalto en 1929-1933, inscrit sur la liste indicative de la Finlande depuis 2004, figure également parmi ces œuvres de référence de l'avant-garde des années vingt.

L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier se différencie cependant de ces réalisations prestigieuses par le fait que l'ensemble de cette série s'inscrit dans la quête de la définition de "standards" exploitables à une échelle internationale et non simplement dans la

recherche d'œuvres sublimes, parfaites, uniques et parfois sans héritage.

Aux États-Unis, Frank Lloyd Wright, précurseur du *Mouvement moderne* à certains égards, multiplie aussi les chefs-d'œuvre et, comme Le Corbusier, il renouvelle en permanence son langage. Mais son œuvre ne possède pas cette dimension internationale et cette visée universaliste qui font la particularité *L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier*.

Après la Seconde Guerre mondiale, de nouveaux foyers de création sont apparus dans des pays qui n'avaient pas participé à la phase pionnière de l'architecture moderne ; la plupart sont redevables aux architectes cités plus haut et particulièrement à Le Corbusier. C'est le cas de l'école brésilienne emmenée par Oscar Niemeyer et Lucio Costa, ou des architectes japonais comme Kenzo Tange qui, tous reconnaissent leur dette envers Le Corbusier, mais aussi du Mexique ou des pays scandinaves. Les réalisations des années cinquante et soixante inscrites dans *L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier*, alors que l'architecte est âgé de plus de soixante ans, conservent leur force novatrice et stimulent toujours les nouvelles générations.

L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier au sein de la Liste actuelle du patrimoine mondial

En 2007, vingt-sept biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial relèvent officiellement du patrimoine contemporain. Mais près de la moitié d'entre eux y sont inscrits selon des critères qui ne renvoient pas spécifiquement à leurs qualités architecturales ou à une contribution exceptionnelle au renouveau du langage architectural ou urbain du XX^e siècle. À titre d'exemple, l'inscription de la Ville minière de Sewell au Chili [LPM-1214 (2006), (iii)], cité industrielle du XX^e siècle est retenue comme exemple exceptionnel de ces villes qui ont été "implantées" dans de nombreuses parties reculées du monde pour exploiter temporairement une mine et transformer des ressources naturelles de grande valeur, utilisant à la fois une main d'œuvre locale et les moyens financiers et techniques d'un pays industrialisé.

Cependant, les bâtiments, à l'exception de l'École industrielle (1936) conçue selon des principes modernistes, relèvent de modèles traditionnels américains du XIX^e siècle.

De même, parmi les réalisations du XX^e siècle inscrites sur la Liste du patrimoine mondial, figure la *Station radio Varberg*, en Suède, de Carl Akerblad [LPM-1134 (2004), (ii), (iv)], construite en 1922-1924. Si le site offre un témoignage exceptionnel des développements de la communication sans fil transatlantique qui justifie son inscription

sur la liste, l'édifice de Carl Akerblad qui abrite cette station est intéressant, mais il est d'une facture néo-classique assez courante et ne renvoie donc en rien au développement de l'architecture moderne dont *L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier* témoigne fortement.

Au sein de ces vingt-sept biens déjà inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en 2007 seuls quatorze objets ou ensembles y figurent uniquement au titre de leur apport exceptionnel à l'évolution de l'architecture ou de l'urbanisme du XX^e siècle. Rappelons-les ici dans l'ordre chronologique de leur inscription :

- *Œuvre d'Antoni Gaudí* [LMP-320 bis (1984, 2005), (i), (ii), (iv)]
- *Brasília* [LPM-445 (1987), (i), (iv)]
- *Le Bauhaus et ses sites majeurs* à Weimar et Dessau [LPM-729 (1996), (ii), (iv), (vi)]
- *Palais de la Musique catalane et Hôpital de Sant Pau* à Barcelone [LMP-804 (1997), (i), (ii), (iv)]
- *Habitations majeures de Victor Horta* à Bruxelles [LMP-1005 (2000), (i), (ii), (iv)]
- *La Maison Schröder* de Gerrit Rietveld à Utrecht [LPM-965 (2000), (i), (ii)]
- *La Cité universitaire de Caracas* [LPM-986 (2000), (i), (iv)]
- *La Maison Tugendhat* de Mies van der Rohe à Brno [LPM-1052 (2001), (ii), (iv)]
- *La ville blanche* de Tel Aviv [LPM-1096 (2003), (ii), (iv)]
- *La Maison atelier* de Luis Barragan à Mexico de 1948 [LPM-1136 (2004), (i), (ii)]
- *Le Centre-ville reconstruit de la ville du Havre* par Auguste Perret [LPM-1181 (2005), (ii), (iv)]
- *La Halle du centenaire* de Wrocław [LPM-1165 (2006), (i), (ii), (iv)] construite par Max Berg
- *L'Opéra de Sydney* de Jørn Utzon [LPM-166 (2007), (i)]
- *Le campus central de l'université de Mexico* [LPM-1250 (2007), (i), (ii), (iv)]

L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier et l'Art Nouveau

Trois ensembles parmi ces quatorze biens déjà inscrits, témoignent de l'Art nouveau européen : l'œuvre architecturale d'Antoni Gaudí à Barcelone, celle de Domènech i Montaner (le *Palais de la Musique catalane* et l'*Hôpital de Sant Pau*), et trois habitations de Victor Horta à Bruxelles (les hôtels *Tassel*, *Eetvelde* et l'*atelier-résidence d'Horta*). Ces œuvres, conçues entre les dernières années du XIX^e siècle et la Première Guerre mondiale représentent déjà des avancées déterminantes dans l'élaboration d'une nouvelle conception spatiale et de la notion de plan libre que Le Corbusier et les modernes développeront dans les années vingt mais dans un autre registre formel. Le grand historien Siegfried Giedion sou-

lignait cette originalité et cette filiation à propos de l'Hôtel Tassel (1893) de Horta : « C'est l'un des premiers essais en Europe de ce que Le Corbusier devait appeler plus tard le plan libre ».

Les œuvres de Gaudí, de Domènech i Montaner et de Horta marquent ainsi une première rupture forte avec les styles du passé, et avec les codes culturels dominants du début du XX^e siècle. Les résidences-atelier, les maisons individuelles ou les maisons standards des années 1910 à 1930 [n° 1 à 11] retenues dans la série de *L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier* s'inscrivent pleinement dans cet héritage avant-gardiste, mais consomment pleinement cette rupture. Les principes puristes qui régissent *L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier* sont selon la propre expression de l'architecte "sans raccord avec le passé".

Poursuivant et dépassant la révolution artistique engagée avec l'Art Nouveau *L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier* est fondatrice d'un nouveau langage original qui sera repris dans le monde entier.

L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier et l'avant garde moderne des années vingt

Quatre réalisations parmi ces quatorze objets inscrits en 2007 sur la Liste du patrimoine mondial sont des œuvres phares de la naissance de cette nouvelle architecture qui s'imposera après la Seconde Guerre mondiale comme l'image même de l'architecture du XX^e siècle.

La Halle du centenaire de Wrocław en Pologne construite par Max Berg (1911-1913), témoigne des débuts de l'architecture de béton armé et de l'ingénierie moderne. Dès le début du XX^e siècle, Le Corbusier s'est intéressé lui-même à ce nouveau matériau artificiel dont il pressent le potentiel, tant en termes techniques et d'économie que de plasticité. Pendant quelques mois, Le Corbusier perfectionne ainsi ses connaissances sur ce matériau dans les agences d'Auguste Perret en France et de Peter Behrens en Allemagne, deux grands architectes précurseurs du Mouvement moderne reconnus pour leur maîtrise et leur approche innovante de ce matériau. *La Halle du centenaire* de Max Berg illustre un important échange d'influences au début du XX^e siècle, et ses performances techniques en font une référence majeure dans l'évolution postérieure des structures en béton armé. La quasi totalité des réalisations retenues dans la série de *L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier* participe également de ces recherches sur les nouvelles structures de béton, ou d'acier, mais témoigne également de la volonté de donner une expression architecturale à ce nouveau matériau tant décrié.

Les deux autres objets inscrits sont considérés comme des œuvres phares du XX^e siècle. Il s'agit de la *Maison*

Schröder de Gerrit Rietveld à Utrecht et de la *Maison Tugendhat* de Mies van der Rohe à Brno déjà citées. Ces réalisations sont des étapes importantes de l'histoire de l'architecture, contemporaines des maisons retenues dans la série de *L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier*. Mais ces deux réalisations, en particulier la *Maison Schröder*, sont des œuvres uniques sans réelle postérité, contrairement aux réalisations de Le Corbusier. Les maisons de la *Cité Frugès*^[10] de Pessac, du *Weissenhof-Siedlung*^[11], mais aussi les maisons *Guette*^[1] ou *Cook*^[2] sont conçues comme des standards destinés à servir de modèles. La *villa Savoye*^[7] est plastiquement une œuvre exceptionnelle, mais elle représente surtout un manifeste construit qui s'impose comme une icône de l'architecture moderne. Elle ne sera pas copiée, mais elle servira de source d'inspiration inépuisable pour plusieurs générations d'architectes du monde entier.

L'École du Bauhaus inscrite dès 1994 évoque à la fois un ensemble de sites d'enseignement d'avant-garde en art et en architecture à Weimar et Dessau, mais également une réalisation architecturale rare, celle de Walter Gropius à Dessau, qui fixe en 1925, durablement, les principes conceptuels et formels d'une architecture moderne et fonctionnaliste.

Contemporaines du Bauhaus, les œuvres des années vingt et trente de *L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier* possèdent cette même valeur exemplaire et fondatrice d'une nouvelle pensée. Elles montrent également que cette nouvelle architecture s'adresse à tous les programmes contemporains : habitat, habitat standardisé, ateliers d'artistes, immeubles d'habitation, logement social, mais encore dans les années cinquante et soixante : bâtiment industriel avec la *Manufacture de Saint-Dié*^[20], lieu de culte à Ronchamp^[18] ou La Tourette^[19], lieu de culture avec le *Musée d'art occidental de Tokyo*^[21] ou la *Maison de la culture de Firminy*^[22], ou encore les grands palais du pouvoir à Chandigarh^[23]. L'universalité de *L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier* se traduit par un langage nouveau, mais aussi dans le contenu des programmes.

L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier et l'innovation plastique

Bien que plus tardives que le Bauhaus, mais contemporaines d'œuvres majeures de Le Corbusier, telles *l'Unité d'habitation de Marseille*^[17], ou la *Chapelle Notre-Dame du Haut de Ronchamp*^[18], la *Maison atelier* de Luis Barragan à Mexico de 1948, et *l'Opéra de Sydney* de Jørn Utzon appartiennent également à cette catégorie d'œuvres aux qualités artistiques exceptionnelles.

L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier est riche d'œuvres plastiquement innovantes et remarquables. Il en est notamment ainsi des *Maisons Schwob*^[4], *La Roche et Jeanneret*^[5] dans les années dix ou vingt,

mais également des *Maisons Jaoul*^[9], des réalisations corbuséennes à Firminy^[22] ou Chandigarh^[23]. Le Corbusier y invente le *Purisme*, puis le *Brutalisme* dont l'écho international sera considérable.

D'autres réalisations de *L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier* témoignent encore de cette formidable inventions plastique. Ainsi la *Chapelle Notre-Dame du Haut à Ronchamp* ouvre dès 1950-1955 un nouveau champ de recherches plastiques qui renouvelle pleinement le langage architectural moderne ; direction qu'emprunte en 1957 Jørn Utzon pour *l'Opéra de Sydney* (1957-1973), et depuis, toute une part de l'architecture contemporaine qui se reconnaît sous la dénomination "d'architecture informelle" ou "non standard" car ne relevant pas d'une géométrie euclidienne classique.

Conçues dans les dernières années de sa vie, les grands réalisations du *Capitole* de Chandigarh ou *l'église Saint-Pierre de Firminy* constituent dans *L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier* un ensemble exceptionnel des recherches d'avant-garde du XX^e siècle dont les pistes ne sont pas encore toutes épuisées aujourd'hui.

L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier et la question de l'habitat

La *Maison Schröder* de Gerrit Rietveld, la *Maison Tugendhat* de Mies van der Rohe, celle de Luis Barragan, ou les maisons art nouveau de Gaudí ou d'Horta déjà citées, expriment un nouvel art de vivre au XX^e siècle.

Les maisons d'habitation de la série *L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier* jalonnent également l'émergence d'une nouvelle architecture, mais elle s'inscrit de plus dans une recherche quotidienne de propositions de solutions de logements pour le plus grand nombre. Les différents immeubles de logements collectifs retenus dans cette série^[13, 14, 15, 16] marquent également autant d'étapes dans cette quête et dans le passage de l'échelle de l'individuel à celle du collectif. *L'Unité d'habitation* de Marseille^[17] en représente une forme d'aboutissement, en même temps qu'un prototype destiné à une large reproduction. À ce titre *L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier* apporte un témoignage de premier plan sur la question du logement du plus grand nombre, ou logement social, qui s'affirme tout au long du XX^e siècle comme la question centrale de l'architecture et de l'urbanisme modernes. Cette question demeure pleinement d'actualité au début du XXI^e face au double phénomène d'explosion démographique et d'urbanisation de la planète. *L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier* se révèle à la fois précurseur et source d'inspiration pour ce siècle.

L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier et la naissance de l'urbanisme moderne

En l'an 2000 et en 2007 ont été inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, deux campus universitaires de la deuxième moitié du XX^e siècle, respectivement celui de Caracas et celui de Mexico. Ces deux ensembles, comparables par leur ampleur à de véritables villes nouvelles, appliquent certains principes de l'urbanisme moderne issus de la *Charte d'Athènes* à laquelle Le Corbusier contribua tant et dont l'influence à *Saint-Dié*, à *Firminy*^[22] et surtout à *Chandigarh*^[23] témoignent aujourd'hui.

La grande qualité des cités universitaires de Caracas ou de Mexico provient cependant surtout de la capacité qu'ont eue leurs concepteurs, architectes et urbanistes, à y métisser cette culture moderne européenne d'éléments de la culture sud-américaine et à y intégrer des œuvres plastiques exceptionnelles d'artistes sud américains et européens tels Diégo Rivera, David Alfonso Siquieros, Alejandro Ortero, Omar Carreo, ou encore Fernand Léger, Henry Laurens, Alexandre Calder, Jean Arp, Vasarely. La conception de Chandigarh profita également du métissage de cultures nationales et internationales, mais l'intervention de Le Corbusier et de Pierre Jeanneret en Inde s'impose d'avantage comme un manifeste de l'urbanisme moderne.

Les ensembles exceptionnels de la *Ville blanche de Tel Aviv*, de *Brasília* et du *Centre-ville reconstruit de la ville du Havre*, sont des chef-d'œuvres incontestables issus des théories architecturales et urbaines du *Mouvement moderne*, à l'échelle d'une cité ou de quartiers entiers.

Le *Site Le Corbusier de Firminy*^[22], et à une autre échelle, le plan de *Chandigarh*^[22] issus de *L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier*, sont, de ce point de vue, des étapes majeures de l'histoire de l'urbanisme du XX^e siècle. Chandigarh représente l'archétype même de l'urbanisme contemporain quelques années avant la création de Brasília. Elle est la première et l'unique occasion qui ait été donnée à Le Corbusier de mettre en application ses théories en matière d'urbanisme moderne, théories dont les projets phares de *Ville de 3 millions d'habitants* (1923), de *Plan Voisin* pour Paris (1925) ou de *Ville Radieuse* pour Moscou (1930) avaient constitué autant de sujets de réflexion pour ses contemporains. Sur un autre plan la construction de Chandigarh est également exemplaire de la volonté d'un jeune État de se tourner vers la modernité. Le *Centre gouvernemental* de Louis Kahn à Dacca au Bangladesh (1962-1983) s'inscrit dans ce même esprit et dans cette même histoire issue de l'indépendance de l'Inde mais se limite à un palais du pouvoir et non à une cité entière.

L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier et l'internationalisation de la pratique architecturale

Le bien sériel intitulé *L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier* proposé ici se caractérise également par sa dimension internationale. Il ne s'agit pas du premier dossier transnational, puisque en 2007, vingt biens inscrits sur la Liste sont des dossiers transfrontaliers ou transnationaux. La plupart concernent des biens naturels ou mixtes. Parmi les biens culturels de ce type signalons notamment celui du *Limes*, les frontières de l'Empire romain [LPM-430 bis (1987, 2005)] qui engage l'Allemagne et le Royaume-Uni, et celui de l'Arc géodésique de Struve [LPM-1187 (2005)] qui réunit dix Etats parties.

L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier reste cependant un dossier exceptionnel puisqu'il regroupe sept pays sur trois continents dont tous les objets sont des réalisations de qualité artistique majeure.

Mais l'intérêt de la dimension transfrontalière de ce dossier tient surtout au témoignage qu'il apporte sur l'évolution radicale de la pratique du métier d'architecte dans le monde.

En même temps que se met en place un nouveau langage architectural universel, les plus grands architectes sont appelés à intervenir de plus en plus à l'étranger. De ce point de vue Le Corbusier fut sans aucun doute le premier à atteindre une telle dimension, tant dans ses réalisations présentes sur quatre continents, que dans son mode de vie et dans sa volonté de diffuser sa pensée dans le monde entier.

Aucun architecte avant Le Corbusier n'avait construit dans autant de pays dans le monde. Mais cette primauté serait sans intérêt si la série sélectionnée ne représentait pas un témoignage, exceptionnel par son ampleur, cohérent par la fidélité à des principes théoriques forts, ambitieux par la portée des propositions qui répondent aux enjeux d'une société en voie de mondialisation, et novateur par l'originalité des solutions formelles, plastiques ou techniques proposées.

L'ampleur de *L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier* telle qu'elle ressort de la liste proposée ici, créera des liens intellectuels, artistiques et techniques entre les objets du XX^e siècle déjà inscrits sur la Liste du Patrimoine de l'Humanité.

L'œuvre architecturale et urbanistique de Le Corbusier et les réalisations contemporaines inscrites sur les listes indicatives

Hormis *L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier*, quinze réalisations ou ensembles relevant de

l'architecture moderne du XX^e siècle ou de ses prémisses à la fin du XIX^e figurent en 2007 parmi les 1435 objets enregistrés sur les listes indicatives de 159 États parties.

Quelques unes sont des réalisations phares de la période avant-gardiste de l'architecture contemporaine, comme *l'Usine Fagus* de Walter Gropius en Allemagne (1911), le *Palais Stoclet* de Josef Hoffmann à Bruxelles (1905-1911), le *Sanatorium de Paimio* en Finlande (1929-1933) d'Alvar Aalto, ou *l'Usine Van Nelle* de Brinkman & Van der Vlugt près de Rotterdam (1931). Chacune de ces réalisations exceptionnelles, œuvres d'architectes de premier plan, témoigne de l'émergence de la nouvelle architecture moderne, mais toutes sont des réalisations singulières et isolées. De par son caractère sériel, *L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier*, propose plus que l'addition d'œuvres rares : elle constitue une réponse globale, complète et cohérente aux nouveaux enjeux de la modernité.

Trois réalisations, ou ensembles, illustrent l'émergence tardive de la modernité dans des pays situés hors de la sphère européenne où cette nouvelle architecture prit corps entre 1900 et 1933. Toutes témoignent de l'influence de *L'œuvre architecturale et urbanistique de Le Corbusier*, en particulier en Amérique latine. Il s'agit de l'ancien *Ministère de l'Éducation* à Rio de Janeiro (1936-1943) œuvre de Lucio Costa et Oscar Niemeyer, alors jeunes architectes qui avaient fait appel à Le Corbusier pour élaborer l'avant-projet. *L'ensemble balnéaire de Pampullha*, près de Belo Horizonte réalisé à la fin des années trente, illustre quant à lui comment la jeune école brésilienne moderne, et notamment Oscar Niemeyer, "tropicalisa", selon ses propres termes, l'architecture moderne européenne et en particulier celle de Le Corbusier. *L'école nationale d'Art* de Cubacan à Cuba (1962) illustre encore l'impact majeur d'œuvres comme celles de *L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier*, après la Seconde Guerre mondiale.

Dans la liste indicative des États-Unis d'Amérique, figurent plusieurs objets qui, s'ils étaient un jour inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, formeraient un ensemble cohérent et remarquable. Il s'agit des trois immeubles à grande hauteur de l'Ecole de Chicago, œuvres de William Le Baron Jenney, et des agences Holabird & Roche ou Adler et Sullivan dans le dernier quart du XIX^e siècle. Leur réflexion sur la notion de structure, leurs recherches performantes sur l'emploi de l'acier ainsi que l'invention du type du "gratte-ciel" en font des précurseurs de l'architecture moderne telle qu'elle ressort de *L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier*.

Ancien collaborateur de Louis Sullivan, Frank Lloyd Wright, dont aucune œuvre n'est encore inscrite au patrimoine mondial est représenté dans cette liste par trois œuvres majeures : *l'Unity Temple* (1905-1908),

Fallingwater (1934-1937) et *Taliesin* lieu de vie et de création du célèbre architecte américain. Ces réalisations phares de l'œuvre de Wright sont des contributions importantes à l'architecture du XX^e siècle, mais n'entrent pas en concurrence avec *L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier* qui relève d'une autre modernité et possède une dimension universelle plus affirmée dont témoigne son héritage dans l'architecture contemporaine du XX^e et du début de ce XXI^e siècle.

Le dossier *L'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier* apporte donc ainsi une contribution unique, tant vis-à-vis des réalisations déjà inscrites que de celles figurant sur les listes indicatives, par la qualité artistique des biens qui la composent, par leur exemplarité au sein de l'œuvre de Le Corbusier, plus particulièrement par la variété et la richesse des réponses aux principaux enjeux architecturaux et urbains du XX^e siècle dont elles témoignent : habitat, habitat social, architecture religieuse, urbanisme, etc., et ce, à l'échelle de la planète.

III (d) Authenticité et /ou intégrité

Authenticité et intégrité de la série

Le classement typologique proposé a permis de sélectionner des œuvres majeures en raison de leurs qualités intrinsèques et de leur représentativité au sein des principaux thèmes traités par Le Corbusier et non en raison de leur appartenance à tel ou tel pays. Chaque œuvre de Le Corbusier s'inscrit dans un contexte national précis mais possède une dimension supranationale, une exemplarité, qui est l'essence même de son caractère universel.

L'œuvre construite de Le Corbusier, monuments ou ensembles répertoriés encore en l'état, comprend 66 objets, dont 41 réalisations en France et 25 dans le reste du monde, réparties sur onze pays.

La série transnationale proposée comprend donc vingt-trois objets répartis sur trois continents et sept pays : l'Allemagne, l'Argentine, la Belgique, la France, l'Inde, le Japon et la Suisse.

La série retenue illustre l'ensemble de la création corbuséenne, de la maison standardisée aux ensembles urbains, de ses œuvres de jeunesse – la *Maison Jeanneret-Perret*, 1912, à La Chaux-de-Fonds – à ses dernières réalisations engagées peu avant son décès, notamment à Firminy.

Sa diversité rend compte des différentes approches de son œuvre, des préoccupations régionalistes de ses débuts au *brutalisme* en passant par la série des œuvres puristes. La série est donc parfaitement représentative de l'ensemble de l'œuvre de l'architecte.

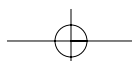
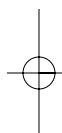
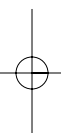
Selon les principes de la *Charte de Venise* de 1964, l'authenticité et l'intégrité se mesurant notamment à l'aune des documents d'archives, dessins et photographies originales, descriptifs, compte rendus de chantier, etc., l'évaluation de l'œuvre de Le Corbusier bénéficie de l'outil exceptionnel que constitue la Fondation Le Corbusier. L'authenticité de la totalité de la série a ainsi été vérifiée à la lecture des 35.000 plans et des 500.000 pièces écrites que contiennent les archives de l'architecte – dessins, écrits, correspondance professionnelle, photographies, etc. – conservées par la Fondation Le Corbusier depuis sa création en 1968⁽³⁾.

En regard de l'intégrité, une sélection rigoureuse a contraint d'éliminer certaines réalisations majeures mais dont l'état actuel ne rendait plus compte des qualités d'origine. C'est en particulier le cas de la *Villa Stein et de Monzie* à Garches (France), dont l'extérieur reste fidèle aux images diffusées depuis 1928 dans le monde entier, mais dont l'exceptionnelle composition spatiale et distributive interne a disparu lors d'un redécoupage de l'intérieur en plusieurs appartements.

Enfin, il apparaît que la quasi totalité des réalisations de Le Corbusier abritent des fonctions identiques à celles d'origine parfois avec une remarquable continuité comme en atteste *la Manufacture à Saint-Dié*, qui est toujours une usine de confection dirigée par le fils de l'ancien commanditaire. Le statut de "patrimoine vivant" de la majorité des objets retenus témoigne encore du haut degré d'intégrité de ce bien sériel.

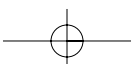
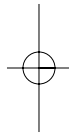
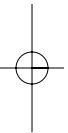
Les œuvres ou ensembles retenus possèdent donc tous un haut degré d'authenticité et d'intégrité.

(3) Voir la présentation de la Fondation Le Corbusier au chapitre V.



CHAPITRE IV

État de conservation du bien et facteurs affectant le bien



IV (a) Etat actuel de conservation de la série

L'un des critères de sélection des vingt-trois biens constituant la *Série de l'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier* a été celui de leur état actuel de conservation. Seuls les biens en très bon état de conservation ont été retenus, et donc la *Série de l'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier* représente un ensemble d'une grande tenue.

D'autres critères expliquent encore le très bon état de cette série.

• Permanence des fonctions d'origine : un patrimoine vivant

Tous les biens figurant dans la *Série de l'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier* ont bénéficié et bénéficient encore d'une affectation conforme à leurs fonctions d'origine, ce qui constitue un facteur de conservation majeur. Seules huit réalisations – maisons individuelles ou habitat standardisés – n'abritent plus leur fonction d'origine, mais la grande majorité d'entre elles ont été maintenues dans leur état d'origine afin de les ouvrir à la visite et font ainsi l'objet d'une attention particulière. Seules deux maisons sont devenues aujourd'hui des bureaux – la *Maison Curutchet*, La Plata (1949) et la *Maison Jeanneret* à Paris. Leur configuration d'origine a cependant été respectée et elles sont aujourd'hui la propriété d'institutions désireuses de préserver l'intégrité de ces biens.

• Une protection précoce

Tous les biens figurant dans la *Série de l'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier* ont bénéficié d'une protection précoce au titre de la réglementation sur les monuments historiques dans leurs pays respectifs (voir chapitre III. c). Cet intérêt manifesté dès 1965 a permis un entretien suivi et de qualité qui explique également le très bon état général de conservation de la série.

• Des systèmes de protection et de conservation efficaces

La plupart des biens concernés se trouvent dans des pays où les services de protection et de conservation du patrimoine possèdent une longue tradition et une forte expérience en matière de diagnostic et d'entretien, voire de restauration des monuments historiques. Au même titre qu'un patrimoine plus ancien, la *Série de l'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier* fait donc l'objet d'une attention soutenue qui explique le très bon état général de ces réalisations.

• Une intense activité de recherche

Les biens retenus dans la *Série de l'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier* bénéficient également, comme toute l'œuvre de Le Corbusier, des acquis sans cesse renouvelés d'une intense activité de recherche dans le monde entier. La plupart des grandes universités soutiennent et encadrent régulièrement des travaux de Master ou de Doctorat sur les multiples aspects de son œuvre. Ces travaux diffusés par une intense activité éditoriale contribuent également à la qualité des travaux d'entretien et de restauration. La récente étude de Tiziano Aglieri Rinella sur les *Maisons La Roche et Jeanneret* conduite sous la direction de Bruno Reichlin, professeur à l'Université de Genève, est à cet égard exemplaire.

• Un centre de ressource exceptionnel

L'ensemble de ces études bénéficie de l'ouverture des archives de Le Corbusier dont les 35.000 plans, les 500.000 pièces écrites et les milliers de photographies anciennes constituent un centre de ressource exceptionnel pour l'entretien, la restauration et la bonne conservation de la *Série de l'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier*.

• Problématique de conservation

Nous pouvons décrire les édifices de Le Corbusier selon trois modes de mise en œuvre.

Durant la période puriste, les édifices sont réalisés en ossature de béton armé complétée d'une maçonnerie de remplissage, l'ensemble étant recouvert d'enduits sur lesquels sont appliqués des badigeons blancs ou colorés. Les menuiseries présentent des mises en œuvre mixtes de bois et métal. Ces bâtiments sont recouverts de toitures terrasses. L'entretien permanent de ces bâtiments a permis de maintenir la parfaite étanchéité des terrasses, de reprendre les enduits de façade dans le cadre d'opérations simples de ravalement intégrant la restauration à l'identique des menuiseries extérieures.

Si ces interventions ont nécessité, notamment dans le passé, le changement de la matière d'origine, cela a été fait en respectant l'esprit, l'aspect, et les principes de mise en œuvre. Les recherches les plus récentes visent désormais à retrouver les polychromies oubliées de ces architectures⁽¹⁾.

Les édifices réalisés à partir des années 1930 font un emploi important des pans de verre associant ossature métallique et produit verrier. Les opérations de ravalement avec une mise en peinture régulière des ouvrages métalliques ou le remplacement des éléments corrodés ont permis de maintenir les dispositions d'origine. Malgré l'usage quotidien de ces édifices, les adaptations aux normes climatiques actuelles sont très limitées, et permettent le maintien des vitrages mis en œuvre à l'origine.

(1) Nous pouvons ici rappeler les chantiers de restauration restituant la polychromie d'origine de la *Maison Jeanneret-Perret* à la Chaux-de-Fonds (Suisse), achevé à l'automne 2005, des maisons du Waissenhof-Siedlung à Stuttgart (Allemagne) terminé à l'automne 2006, ainsi que l'étude préalable à la restauration de la *Maison La Roche* à Paris (France) dont les travaux devraient commencer en juin 2008.

L'architecture brutaliste a renoncé à l'emploi d'enduits de façade pour affirmer l'usage des matériaux primaires, comme le béton armé pour la structure et le bois pour les menuiseries extérieures. Ces édifices sont confrontés aux phénomènes d'altération des bétons comme la carbonatation. Ces pathologies font l'objet de recherches les plus novatrices au sein des services patrimoniaux (par exemple le laboratoire de recherche des monuments historiques en France). Certains chantiers de restauration se révèlent être des lieux d'expérimentation des nouvelles technologies de restauration des bétons, fidèles aux doctrines les plus récentes de conservation de la matière archéologique (technique de réalcalinisation, ou application d'inhibiteurs de corrosion)⁽²⁾.

En revanche, les aménagements intérieurs de l'ensemble des bâtiments construits par Le Corbusier ont pu subir des mises en conformité liées à l'évolution des usages ou des transformations de leur distribution. Les projets actuels de restauration prévoient de retrouver l'authenticité de l'organisation interne des édifices et de réaliser des mises en conformité les plus discrètes et respectueuses des structures d'origine.

Il convient de signaler une augmentation régulière des demandes de visite sur l'ensemble des sites corbuséens depuis l'année du centenaire en 1987. Cet intérêt constant et en progression pour l'œuvre de Le Corbusier a conduit plusieurs sites concernés à une réflexion poussée sur les conditions d'accueil des visiteurs ; c'est notamment le cas de : la *Maison Jeanneret-Perret*, La-Chaux-de-Fonds ; la *Villa Savoye*, Poissy ; la *Chapelle Notre-Dame-du-Haut*, Ronchamp ; et le *Site Le Corbusier de Firminy-Vert*.

L'état de conservation de chaque objet au sein de la série est traité dans le Volume II.

IV (b) Facteurs affectant la série

Il serait vain de vouloir identifier des facteurs généraux affectant l'ensemble d'une série transnationale répartie sur sept pays et trois continents. Les situations des différents biens – sites urbains au sein de métropoles ou de villes de taille moyenne, périphérie urbaine, site rural – renvoient à des facteurs trop variés pour dégager des constantes. Il convient cependant de noter que tous les biens répertoriés dans cette série se situent aujourd'hui au cœur d'aires géographiques bénéficiant souvent de plusieurs niveaux de protection efficaces qui garantissent l'intégrité des biens face aux pressions extérieures.

Concernant les contraintes dues aux visiteurs et au tourisme, on peut noter que dix-huit des vingt-trois biens constituant la *Série de l'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier* sont visitables en tout ou partie tout au long de l'année, parfois seulement sur rendez-vous. Cinq sont visitables à certaines occasions comme les journées du Patrimoine – *Maison Cook*, *Maison Schwob*, *Maisons Jaoul*, *Immeuble Clarté*. Un seul objet – la *Maison Guiette* – n'est actuellement pas visitable.

Les contraintes dues aux visites – de quelques personnes chaque année à près de 150.000 visiteurs pour la *Chapelle de Ronchamp* – sont donc variables selon les objets et sont exposées cas par cas dans le volume II.

(2) Il faut rappeler ici le chantier en cours pour la restauration des façades de l'*Unité d'habitation* de Marseille (France) en maîtrise d'ouvrage Ministère de la Culture et de la Communication avec le soutien scientifique du LRMH.

CHAPITRE V

Protection et gestion du bien

Les différents points du chapitre V renvoient principalement à chaque bien constituant la *Série de l'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier*. Les informations les concernant sont donc présentées objet par objet dans le volume II.

Cependant quelques éléments de synthèse méritent d'être soulignés et sont présentés ci-dessous, de même que les informations relatives aux moyens d'application des mesures de protection qui sont identiques pour tous les biens appartenant à un même État partie et qui sont donc présentés ici une seule fois.

Enfin le plan de gestion transfrontalier élaboré pour l'ensemble de la Série sera présenté ici.

V (a) Droit de propriété

Majoritairement les biens figurant dans la *Série de l'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier* sont des propriétés privées. Seuls la *Villa Savoye* à Poissy (France), les *Maisons du Weissenhof-Siedlung* de Stuttgart (Allemagne), le *Cabanon* de Le Corbusier à Roquebrune-Cap-Martin (France), le *Musée national des Beaux-Arts d'occident*, les grands édifices publics du *Capitole* à Chandigarh, ou les éléments constitutifs du *Site Le Corbusier de Firminy-Vert*, appartiennent aux États parties respectifs ou à des collectivités publiques. Si les maisons de la *Cité Frugès* à Pessac (France) sont majoritairement des propriétés privées, une maison de type gratte-ciel appartient à la commune et trois maisons – une de chaque type – appartiennent à un office public de logements sociaux. Trois immeubles sont en copropriété, l'*Immeuble Clarté* de Genève, l'*Immeuble de la Porte Molitor* à Paris et l'*Unité d'habitation* de Marseille. Enfin, parmi ces vingt-trois réalisations, trois appartiennent en propre à la Fondation Le Corbusier. Il s'agit des *Maisons La Roche et Jeanneret* à Paris, de l'appartement de Le Corbusier à Boulogne-Billancourt, de la *Petite Maison du lac Léman* à Corseaux en Suisse.

Il convient également de signaler que plusieurs réalisations appartiennent toujours à leurs commanditaires d'origine ou leurs descendants : la *Cité de refuge de l'Armée du Salut* à Paris, le *Pavillon suisse* à Paris, la *Chapelle Notre-Dame-du-Haut* à Ronchamp, le *Couvent de la Tourette* à Evieux, la *Manufacture à Saint-Dié*, et enfin la *Maison de la Culture*, le *Stade municipal* et l'*Unité d'habitation* du *Site Le Corbusier de Firminy-Vert*.

V (b) Classement de protection

Tous les biens de la *Série de l'œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier* font l'objet d'une ou de plusieurs mesures de protection au titre de la législation respective de chaque État partie concerné.

Comme il a déjà été mentionné au chapitre III (c), la majorité des biens figurant dans cette Série a fait l'objet d'une protection précoce, dès 1965, l'année du décès de Le Corbusier pour le premier d'entre eux, la *Villa Savoye* de Poissy.

Le statut réglementaire, les dates de classement et le détail des arrêtés de chaque objet sont présentés en volume II.

V (c) Moyens d'application des mesures de protection

La protection et les plans de gestion spécifiques à chaque objet sont présentés dans le Volume II.

Cependant, il convient de rappeler ici les lignes principales du cadre de protection et de gestion du patrimoine dans chacun des pays parties de cette série Le Corbusier, l'Allemagne, l'Argentine, la Belgique, la France, l'Inde, le Japon et la Suisse.

Allemagne

La préservation des monuments historiques relève en Allemagne de la compétence des Länder. Dans le Land de Bade-Wurtemberg où se situe le bien protégé, la Loi sur la protection des monuments historiques du Bade-Wurtemberg fait autorité (*Denkmalschutzgesetz, DSchG*). Cette loi décrit les missions de la protection des monuments historiques, contient des directives de protection et des règlements relatifs à l'organisation de la préservation des monuments historiques et détermine en outre les attributions des différentes administrations.

Les monuments historiques d'une importance particulière jouissent d'une protection supplémentaire en étant inscrits sur la liste du patrimoine (*Denkmalbuch*). Selon le §15 DSchG, les abords d'un monument historique classé sont aussi protégés.

Toute intervention sur la structure protégée selon la loi ou modifiant l'aspect général nécessite une autorisation préalable des administrations chargées de la protection des monuments historiques. Dans le Bade-Wurtemberg, ces autorités sont chargées de la surveillance et opèrent à trois niveaux :

1. le Ministère de l'économie du Bade-Wurtemberg (*Wirtschaftsministerium Baden-Württemberg*), département Infrastructure, Planification et Construction, comme autorité suprême (*Oberste Denkmalschutzbehörde*),
2. les présidences régionales (*Regierungspräsidien*), circonscriptions administratives intermédiaires du Land, comme autorité supérieure (*Höhere Denkmalschutzbehörde*),
3. les administrations compétentes en matière de police administrative relative aux constructions (*Untere Baurechtsbehörde*) comme service de protection des monuments historiques de première instance (*Untere Denkmalschutzbehörde*).

La Direction régionale des monuments historiques au sein de la Présidence régionale de Stuttgart (*Landesamt für Denkmalpflege*) est chargée de missions particulières relatives à la protection des monuments historiques dans le Land de Bade-Wurtemberg. L'office est compétent en matière de missions prioritaires ayant trait à la préservation des monuments historiques au sein du Land ainsi qu'au suivi scientifique des mesures de préservation.

En outre pour la sauvegarde de l'urbanisme réglementaire, le Code de l'urbanisme (*Baugesetzbuch, BauGB*) prévoit une série d'outils, dont le décret sur le statut de conservation selon le § 172 BauGB. Par le biais de ce statut, des territoires peuvent être désignés, « sur lesquels, pour la conservation du caractère urbain particulier, en vertu de la configuration urbaine » des modifications constructives ne nécessitant normalement pas d'autorisation, requièrent néanmoins une autorisation.

Argentine

Monument Historique National

Le décret établit que le bâtiment est classé Monument Historique National, dans le cadre de la Loi 12.665.

Résumé : cette loi crée la Commission Nationale des Musées et des Monuments et Sites Historiques, qui a le devoir de faire la liste des monuments et des sites historiques d'intérêt national. Les bâtiments historiques ne peuvent être soumis à des interventions, ni détruits, ni vendus sans intervention de la Commission. Les bâtiments classés Monuments Historiques sont exemptés d'impôts.

Monument Historique Provincial

Dans le cadre de la Loi 10419.

Résumé : cette loi crée la Commission du patrimoine Culture de la Province de Buenos Aires. Cette Commission est chargée de la planification, l'exécution et le contrôle des politiques culturelles de conservation des biens meubles et immeubles propriété de la province, des municipalités ou privés classés Patrimoine Culturel.

Note : le travail de la Commission créée par la Loi 10419 en 1986 est fait aujourd'hui par la Direction Provinciale de Patrimoine Culturel, dépendante de l'Institut Culturel de la Province de Buenos Aires, créé par Loi 13056 (2003).

Belgique

Administration responsable de la gestion des Monuments Historique en Région flamande

Par son classement au titre de Monument Historique la Maison Guette dépend de la Agentschap Ruimtelijke Ordening en Onroerend Erfgoed Vlaanderen/Ministerie van Ruimtelijke Ordening, Woonbeleid en Onroerend Erfgoed van de Vlaamse Gemeenschap (Agence de l'Aménagement du territoire et du Patrimoine auprès du Ministère de l'Aménagement du territoire, du Logement et du Patrimoine de la Communauté Flamande).

Cette administration est compétente pour l'exécution de la politique de conservation du patrimoine en Région Flamande, conformément au cadre juridique de la Loi du 7 août 1931 sur la conservation des monuments et de sites et du Décret du 3 mars 1976 réglant la protection des monuments et de sites urbains et ruraux. Ces lois décrivent les principes et les conditions du classement des monuments, ainsi que les subsides alloués à la restauration des monuments classés. Tous les travaux affectant des monuments classés sont soumis à l'avis

conforme de l'administration du patrimoine (Agentschap Ruimtelijke ordening en Onroerend erfgoed Vlaanderen) qui exerce le contrôle et le suivi en la matière. La réglementation relative aux autorisations de travaux à des monuments classés est définie l'Arrêté du Gouvernement Flamand du 17 novembre 1993 fixant des prescriptions générales en matière de conservation et d'entretien des monuments et des sites urbains et ruraux.

France

En France, le **classement**, ou l'**inscription**, selon le cas, d'un immeuble au titre des Monuments historiques est une servitude d'utilité publique, prononcée par un arrêté pris par l'autorité compétente en application du Code du Patrimoine.

Les édifices classés ne peuvent être modifiés ni faire l'objet de travaux quelconques sans une autorisation de l'autorité compétente. Les édifices inscrits ne peuvent faire l'objet de travaux qu'après accord du préfet de région dans le cadre de l'instruction du permis de construire par l'autorité compétente pour le délivrer. Celui-ci s'appuie sur l'avis émis par l'administration de la Culture.

Autour des monuments classés ou inscrits, un champ de visibilité d'un rayon de 500 mètres est également soumis à servitude : toute modification d'aspect, sous réserve de co-visibilité avec le monument considéré, est soumise à une autorisation spéciale.

L'autorité compétente pour classer ou inscrire, et pour autoriser les travaux est le Ministre de la culture ou le Préfet de Région selon les cas. Dans le champ de visibilité, les autorisations sont données par le Préfet de département ou l'Architecte des Bâtiments de France.

Lorsqu'un monument classé fait l'objet d'un programme de restauration avec le concours financier de l'État (Ministère de la Culture) les études et travaux sont assurés par l'Architecte en chef des Monuments historiques territorialement compétent.

Le suivi des monuments protégés au titre des Monuments historiques est assuré par des services déconcentrés de l'État au niveau des régions et des départements.

Au niveau de la région, la DRAC (Direction régionale des Affaires culturelles) et en son sein la CRMH (Conservation régionale des Monuments historiques), a pour mission la protection (classement ou inscription), la délivrance des autorisations de travaux, et la mise en œuvre des programmes de restauration aidés par l'État.

Au niveau du département, le SDAP (Service départementale de l'Architecture et du Patrimoine) et en son sein l'ABF (Architecte des Bâtiments de France) a pour

mission de déterminer et diriger les travaux du strict entretien des Monuments historiques classés et de délivrer les autorisations dans le champ de visibilité du monument.

Inde

Le site, ainsi que ses éléments constitutifs individuels, est protégé à divers niveaux :

1. De manière générale, tout aménagement urbanistique effectué dans *Le Centre historique moderne de Chandigarh* est régi par le Schéma directeur créé par Le Corbusier en 1964. De même, "l'Édit de Chandigarh" de Le Corbusier, même s'il n'a pas force de loi, continue à être invoqué comme principe directeur.

2. En outre, toute construction, privée ou d'État, située dans la Zone Centrale - II est sujette à un ensemble de normes de construction en matière de hauteur, d'alignement, de matériaux, de textures etc. Les dispositions en vigueur comprennent :

a - Loi de la Capitale du Pendjab : (Aménagement et réglementation), 1952

b - Capitale du Pendjab : (Aménagement et réglementation), Building Rules (Réglementation portant sur les constructions), 1952

c - Chandigarh : Protection des arbres, arrêté de 1952

d - Chandigarh : Advertisement Control Order (Contrôle de la publicité), arrêté de 1954

3. En plus d'être régis par les textes (a), (c) et (d) ci-dessus, tous les bâtiments, zones libres et artefacts situés dans le périmètre des trois composantes de la Zone Centrale - I, à savoir, le Parc du Capitole, la Vallée des Loisirs et le Complexe Culturel, sont classés et protégés, en tant que bâtiments et/ou zones relevant du Patrimoine, au titre du "Règlement de conservation du patrimoine de Chandigarh, 2007".

Dispositions concernant le *Centre moderne historique de Chandigarh* :

1. Zone centrale - I

Toute mesure nécessaire à la protection, la conservation, la présentation et la transmission des Constructions et des Zones patrimoniales, situées dans le périmètre de la Zone Centrale - I, tombe sous le ressort d'une instance supérieure, le "Comité de Chandigarh pour la Conservation du Patrimoine" (comité présidé par le Conseiller de l'Administrateur et comprenant des représentants de l'Étude Archéologique de l'Inde, de l'Agence New Delhi de l'Unesco et de la Fondation Le Corbusier).

2. Zone centrale - II

L'Administrateur en chef de l'Administration de Chandigarh est habilité à émettre des directives, et à assurer le suivi du développement urbain en ce qui concerne tout site ou construction. Ceci s'entend quant à l'utilisation du site et au nombre de constructions autorisées sur un site donné, au caractère architectural des constructions, aux questions d'élévation, au respect de la hauteur et de

l'emplacement des murs, clôtures, haies et à tout autre élément structurel ou architectural. L'Administrateur en chef refusera l'autorisation à toute construction, ou entreprise de reconstruction, qui contreviendrait à une telle directive. En outre, l'Administrateur en chef est habilité à révoquer toute autorisation de construction accordée, dès lors que si celle-ci contreviendrait à une disposition quelconque du présent règlement, à condition que ladite construction ne soit pas encore achevée.

Japon

Le processus décrit est imposé par la Loi sur les Monuments historiques.

Le propriétaire du bien, l'*Independent Administrative Institution National Museum of Art*, a la responsabilité de la surveillance, de la conservation et de la restauration du bien. Il a la charge de l'ouverture du bien au public. En cas de dégât sur le bien concerné, le propriétaire doit en informer le plus rapidement possible l'État qui doit évaluer l'importance et l'urgence des besoins. Après analyse, l'État donne ses directives. En cas de besoin de réparation du bien concerné, le propriétaire doit élaborer une programmation préalable. L'État doit vérifier si la réparation ne dégrade pas la valeur du bien concerné. Après analyse, l'État donne ses directives. En cas de modification de l'état actuel ou d'acte pouvant nuire à la bonne conservation du bien, on doit demander au préalable un permis à l'État. L'État doit alors constituer un comité de spécialistes devant examiner la demande qui lui est soumise. L'État donne son permis en fonction de l'avis de sa commission. L'État peut conseiller et aider financièrement le propriétaire pour la restauration et l'entretien (et la prévention des catastrophes).

Quasiment tout l'ensemble de la zone tampon est classé comme zone dite de « Quartier paysager » (*Fuchichiku*). Dans un « Quartier paysager » (*Fuchichiku*), il est interdit de construire, de terrasser, de couper les arbres et bambous sans permis du gouverneur de Tokyo (une partie du permis relevant de la compétence du Maire de l'Arrondissement de Taito-ku). La zone tampon est également presque entièrement classée en zone « Parc » de la loi d'Urbanisme. Dans ce type de zone, tout projet de nouvelle construction est soumis au permis du Gouverneur de Tokyo. Cette zone est protégée du développement de la construction par la loi des Parcs Urbains (*City Park Law*) et d'autre part par la réglementation des parcs métropolitains de la ville de Tokyo. Ces dispositifs réglementaires rendent nécessaire la demande de permis au Gouverneur de Tokyo pour autoriser tout nouvel équipement ainsi que son implantation.

Suisse

Au niveau de la Confédération (gouvernement fédéral), l'Office fédéral de la culture OFC, autorité compétente pour les monuments historiques, l'archéologie et la pro-

tection des sites, est le service compétent pour les biens culturels. Comme commissions consultatives fédérales pour la conservation des monuments historiques figurent la Commission fédérale des monuments historiques CFMH et la Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage CFNP. Un bien inscrit à la Liste du patrimoine mondial concerne également le Département des affaires étrangères DFAE et sa Division Politique V (Centre de compétence pour la politique étrangère culturelle) ainsi que la Commission suisse pour l'UNESCO.

Au niveau cantonal (gouvernements cantonaux), il existe des Services compétents cantonaux pour la protection du patrimoine culturel et naturel sous différentes formes administratives dans chacun des 26 cantons, voire des services spécialisés communaux.

En Suisse, la Constitution fédérale stipule que la protection de la nature et du patrimoine est du ressort des cantons. La Confédération œuvre subsidiairement dans ce secteur. Chaque niveau étatique dispose des services compétents pour accomplir les tâches de la conservation et de la protection du patrimoine culturel selon les compétences conférées par les lois et la Constitution. Cette répartition équilibrée des tâches entre Confédération et cantons/communes et leurs compétences spécifiques est déterminante pour la plupart des questions touchant le domaine de la protection du patrimoine bâti. Les sites du patrimoine mondial sont juridiquement considérés comme objets d'importance nationale et profitent de la protection correspondante prévue par la législation nationale, cantonale et communale.

Au niveau national (fédéral) le domaine de la protection des biens culturels est couvert par des dispositions constitutionnelles (Art. 78 CF) et des lois et dispositions d'exécution fédérales correspondantes (Loi fédérale du 1er juillet 1966 sur la protection de la nature et du paysage (LPN ; RS 451), www.admin.ch/ch/f/rs/c451.html). Dans l'accomplissement de ses propres tâches, la Confédération prend en considération les objectifs de la protection de la nature et du patrimoine. Elle se base sur les inventaires fédéraux. Les commissions consultatives fédérales (Commission fédérale des monuments historiques CFMH, Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage CFNP) peuvent être interpellées pour tout avis d'expert. Les autorités fédérales soutiennent également les cantons dans l'accomplissement de leurs tâches de protection de la nature, de protection du paysage et de conservation des monuments historiques, et assurent la collaboration avec eux. Dans ce but, elles veillent aux standards scientifiques et peuvent nommer des experts externes pour l'établissement des expertises au service des cantons. La Confédération alloue notamment aussi des subventions pour la sauvegarde et la conservation du patrimoine et de la nature. Si un danger imminent menace un site, la Confédération peut, par des

mesures temporaires, placer l'objet sous la protection de la Confédération et ordonner que les dispositions nécessaires à sa conservation soient prises. Elle peut acquérir ou sauvegarder, par voie de contrat ou d'expropriation, les objets présentant un intérêt national.

Au niveau cantonal, il existe différentes législations cantonales avec des compétences conférées selon la législation fédérale. Les autorités cantonales surveillent le bien et sont responsables pour l'application des dispositions de classement, donnent leur accord en cas de travaux ou changements, également dans le voisinage immédiat des objets, suivent les travaux d'entretien et, si nécessaire, de restauration.

Au niveau communal, la législation communale (avec des compétences conférées selon la législation fédérale et cantonale) détermine notamment l'utilisation du sol et le règlement de construction.

V (d) Plans actuels concernant la municipalité et la région où est situé le bien proposé

Voir Volume II, dossiers spécifiques à chaque bien.

V (e) Plan de gestion de la série

Plan de gestion de la série transnationale

La proposition d'inscription transnationale sérielle « œuvre architecturale et urbaine de Le Corbusier » réunit vingt-trois réalisations de Le Corbusier dans sept États parties, répartis sur plusieurs continents.

La candidature actuelle comprend des réalisations de Le Corbusier en France (14 objets), en Allemagne (1), en Argentine (1), en Belgique (1), en Inde (1), au Japon (1) ainsi qu'en Suisse (4).

L'inscription sur la Liste du patrimoine mondial de l'Unesco d'une sélection transnationale de réalisations d'un architecte du XX^e siècle constitue une initiative originale, pleinement justifiée par le caractère universel de l'œuvre de Le Corbusier. Il s'agit de la première proposition d'inscription qui traite non seulement d'une série de sites architecturaux majeurs du XX^e siècle, mais qui se veut représentative de l'œuvre d'un des plus significatifs architectes modernes. Comme il a été démontré, un choix à la fois thématique et qualitatif a été mené pour définir la série d'objets représentés pour l'inscription.

Les États parties présentent aujourd'hui ensemble cette candidature. Des experts provenant de chaque État participant et désignés par leur autorités nationales responsables se sont réunis pour établir le dossier. Cette démarche commune a rendu possible un échange fructueux et une discussion nécessaire sur l'œuvre de Le Corbusier, sa conservation et sa mise en valeur.

Ce dialogue, enrichi par la diversité culturelle et professionnelle des experts internationaux, peut contribuer de manière déterminante aux buts tels qu'ils sont formulés dans la Convention du patrimoine mondial, concernant en particulier la meilleure conservation, la présentation et la sensibilisation pour ce témoignage laissé par Le Corbusier au monde entier.

Les exigences de protection et de suivi selon art. 5 et 6 des propositions d'inscription décrites dans les orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du Patrimoine mondial sont parfaitement remplies par chaque État partie : toutes les réalisations architecturales retenues sont protégées juridiquement au titre des législations patrimoniales propres à chacun des États dans lesquels elles se situent. Chaque État partie est lui-même responsable de la conservation des objets sur son territoire selon ses structures nationales et chaque État partie s'est individuellement engagé à suivre les obligations de la Convention du Patrimoine mondial dans ses propres procédures.

Toutefois, une structure de gestion internationale est nécessaire pour développer les approches communes de protection, de conservation et de gestion ainsi que de diffusion de ce monument sans frontières : la diversité des contextes et des cadres institutionnels justifie que soit créé un organe de coordination qui, sans se substituer aux responsabilités propres à chaque État ou organisation, assurera un rôle de surveillance, de coordination et de mise en cohérence et constituera l'interlocuteur privilégié auprès des instances nationales et internationales et l'Unesco en particulier.

Cette structure s'appuiera sur les activités et les compétences de La Fondation Le Corbusier, partenaire primordial de ce projet d'inscription. Le Corbusier, soucieux d'éviter la dispersion de ses études, de ses plans, et de certaines de ses œuvres plastiques avait, avant sa disparition jeté lui-même les bases d'une fondation à laquelle il a légué l'ensemble de ses biens. Reconnue d'utilité publique par un décret du 24 juillet 1968, la Fondation Le Corbusier est installée dans les maisons Jeanneret et La Roche à Paris. Les buts de la Fondation sont, conformément à ses statuts, la conservation de son patrimoine légué par Le Corbusier ainsi que la sensibilisation et l'information. Elle ouvre sa bibliothèque et ses fonds d'archives aux historiens et chercheurs, amateurs, étudiants, architectes, selon des modalités qui varient en fonction de la nature et de l'état de présentation des documents et accueille chaque année dans la *Maison La Roche* environ 20 000 visiteurs. Elle organise des exposi-

tions destinées à faire connaître l'œuvre de Le Corbusier et apporte son concours aux initiatives ayant le même objet, en consentant des prêts d'œuvres sous certaines conditions. Elle conseille les propriétaires des bâtiments construits par Le Corbusier pour l'entretien ou la remise en état de ceux-ci chaque fois qu'elle est sollicitée.

Le dialogue transnational, instauré par la préparation de la candidature de l'œuvre de Le Corbusier à l'inscription sérielle, se poursuivra, conformément aux recommandations du Centre du patrimoine mondial, par la création de la structure de gestion sous forme d'une Conférence internationale. Les exigences de l'art. 5 (plan de gestion du bien) de la proposition d'inscription seront remplies non seulement par rapport aux biens individuels, mais aussi par rapport à la série transnationale.

Les États parties, en créant cette structure internationale et en acceptant son règlement, s'engagent ainsi à participer et à collaborer à la gestion du bien proposé à l'inscription au niveau mondial de manière précisément définie. Les présentes règles, convenues entre les différents États, définissent les tâches et compétences et fixent la composition et le mode de fonctionnement.

1- La Conférence internationale

A) Objectifs de la Conférence internationale

La Conférence internationale est l'organisme de gestion internationale de l'inscription transnationale sérielle. Elle veille au respect des obligations de la Convention du Patrimoine mondial pour l'œuvre urbaine et architecturale de Le Corbusier et apporte son appui à ses membres pour la bonne conservation et en gestion des biens. Elle coordonne la gestion transfrontalière et le réseau des responsables nationaux et contribue à la mise en valeur commune du bien. Elle conseille les États ayant des biens faisant potentiellement partie de la série mais pas encore présentés lors de cette candidature initiale dans leur démarche pour rejoindre l'inscription.

B) Tâches et compétences

- 1 La Conférence internationale (ci-après « Conférence ») coordonne la gestion du bien sériel. Elle assure au niveau transfrontalier la responsabilité d'interlocuteur auprès du Centre du Patrimoine mondial ainsi que du Comité du Patrimoine mondial pour toutes questions relatives à cette liste.
- 2 Elle assure et coordonne l'information des administrations des États parties sur toute initiative publique ou privée concernant les éléments de cette liste et dont elle aurait connaissance.
- 3 La Conférence se tient informée en permanence du bon état de conservation des édifices ou ensembles urbains inscrits sur la liste dans le respect des règles et de la doctrine du patrimoine mondial.

- 4 La Conférence est une plate-forme pour la présentation, la discussion et l'évaluation des problèmes de conservation ainsi que pour les méthodes de gestion et de suivi concernant le bien inscrit, elle peut émettre des recommandations générales (« best practice »).
- 5 Lors de ses réunions, la Conférence peut discuter de l'état de conservation d'un objet de la série ainsi que des interventions prévues qui potentiellement pourraient porter atteinte à des objets de la série.
- 6 Elle peut formuler des recommandations concernant la conservation d'un bien et de ses environs à l'attention de l'État partie sur le territoire duquel est situé le bien (ci-après « État partie concerné »).
- 7 En cas de manquement grave aux obligations de la Convention ou si la Conférence estime qu'un objet de la série ne correspond plus aux critères formulés dans la Convention pour le Patrimoine mondial, la Conférence peut en avvertir le Comité du Patrimoine mondial.
- 8 La Conférence soutient la mise en valeur du bien inscrit et des initiatives destinées à contribuer au rayonnement international des œuvres architecturales et urbaines figurant sur la liste.
- 9 Elle publie un rapport annuel sur ses activités et peut ouvrir un site internet informant sur le bien inscrit.
- 10 Elle peut solliciter ses membres à participer à des publications et à d'autres activités de diffusion concernant le bien et son lien avec l'Unesco.
- 11 Sur demande d'un État partie de la Convention du patrimoine mondial, la Conférence étudie des possibles extensions de l'inscription en série.
- 12 Si la Conférence estime qu'un objet correspond aux critères qui permettent une inscription dans la série, elle statue sur une proposition d'extension de l'inscription transnationale sérielle selon les orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial en vigueur.
- 13 Après l'extension de la série sur le territoire d'un État non encore membre de la Conférence, celui-ci doit accepter pleinement les règles de la Conférence.

C) Composition

- 1 La Conférence internationale est composée d'une délégation pour chaque État partie, désignée par les autorités nationales compétentes de l'État partie.
- 2 Chaque État partie dispose d'une voix.
- 3 Seules les délégations des États parties ont le droit de vote.
- 4 Une délégation de la Conférence assure la présidence pour deux ans.
- 5 La première présidence après l'inscription est attribuée à la France, par la suite elle alterne suivant l'ordre alphabétique des noms des États parties en anglais.
- 6 La Conférence mandate la Fondation Le Corbusier pour la gestion du secrétariat.

- 7 Des tiers peuvent être invités par des États parties aux réunions de la Conférence internationale.
- 8 Ils seront notamment associés pour leurs compétences spécifiques concernant une thématique particulière traitée lors de la réunion afin d'y contribuer de manière consultative.
- 9 Les invités n'ont pas le droit de vote.

D) Fonctionnement

- 1 La Conférence se réunit en séance ordinaire une fois par an à Paris.
- 2 Une réunion extraordinaire peut à tout moment être demandée par un État partie.
- 3 Les décisions de la Conférence se prennent à l'unanimité et par vote ouvert, notamment en ce qui concerne les décisions financières et les décisions sur les propositions des extensions de la série.
- 4 Les États parties non présents à la réunion peuvent voter par correspondance dans un délai raisonnable fixé par la présidence.
- 5 Lors d'une recommandation de la Conférence à la suite d'un manquement grave à la bonne conservation d'un objet inscrit ainsi que lors d'une éventuelle exclusion d'un bien de la série, l'État partie concerné ne participe pas au vote.
- 6 Avant qu'une telle décision ne soit prise, l'État partie concerné peut faire part de position dans un délai raisonnable fixé par la présidence.
- 7 La présidence, en collaboration avec le secrétariat, prépare les réunions et formule les réponses de la Conférence à l'attention de tiers.
- 8 Elle convoque les réunions et en établit l'ordre du jour après consultation des autres membres.
- 9 Elle établit le rapport annuel de la Conférence. Celui-ci présente les activités de la Conférence ainsi que des informations sur les biens singuliers de la série. Il se base sur les rapports nationaux que les États parties font parvenir à la présidence à temps.
- 10 Avant publication de tout document au nom de la Conférence, les membres de la Conférence peuvent donner leur avis sur la proposition de la présidence dans un délai fixé et doivent donner leur accord à la publication finale.
- 11 Les documents émis par la Conférence sont établis de préférence en anglais et en français.
- 12 Le secrétariat gère les documents et archives de la Conférence, coordonne le réseau entre les membres et est l'administrateur pour le site internet. Il gère les finances et est responsable de la comptabilité.
- 13 Les prestations et conditions précises du secrétariat seront réglées dans une convention de durée déterminée renouvelable entre la Conférence et la Fondation Le Corbusier.

- 14 Le financement de la Conférence est pris en charge par les États parties.
- 15 Le budget, notamment du secrétariat, est décidé par la Conférence en fonction du programme d'action.
- 16 Les frais de participation aux réunions de la Conférence sont pris en charge individuellement pour chaque membre par son État partie.
- 17 Si besoin est, les frais des invités sont pris en charge par l'État partie invitant.
- 18 L'importance de la contribution de chaque État partie est définie selon une clé de répartition à préciser. Les contributions sont versées annuellement à la Conférence permanente.

E) Entrée en vigueur et modifications

- 1 La Conférence est constituée et son règlement entre en vigueur à la date de la décision du Comité du Patrimoine d'inscrire le bien sur la Liste du patrimoine mondial.
- 2 Des changements au règlement peuvent être décidés à chaque réunion de la Conférence.
- 3 La Conférence sera automatiquement dissoute en cas d'exclusion du bien sériel de la Liste du patrimoine mondial.

S'engageant

à suivre les obligations issues de la Convention du Patrimoine mondial sur leur territoire national et suivant leurs législations, structures et procédures nationales ;

Considérant

la nécessité et l'utilité d'une structure internationale de gestion pour les biens proposés à l'inscription ;

Assurant

la volonté de collaborer et de s'échanger dans le cadre du bien transnational sériel proposé pour inscription suivant les règles établies ci-dessus ;

les États parties France, Allemagne, Argentine, Belgique, Inde, Japon, Suisse présentent cette proposition de gestion internationale.

2- La Fondation Le Corbusier

Le rôle de la Fondation Le Corbusier dans le cadre du plan de gestion

Créée par un décret du 24 juillet 1968, la Fondation est née de la volonté de Le Corbusier qui n'avait pas d'héritier, d'éviter la dispersion de ses œuvres et de ses archives et de les confier à un organisme qui aurait pour mission de les conserver et de les diffuser. Dans une note rédigée le 11 juin 1965, deux mois avant sa mort, il écrit :

« L'établissement dit "Fondation Le Corbusier" a pour but de recevoir, acquérir, restaurer, conserver et faire connaître au public par tous moyens appropriés (expositions, publications, conférences, colloques, films, etc.)

les œuvres originales, notes, manuscrits, documents, biens et objets divers, notamment ceux qui lui sont remis, légués ou cédés par Le Corbusier (...) ou de tierces personnes, présentant un intérêt pour la connaissance et la diffusion de la pensée et de l'œuvre plastique, architecturale et littéraire de Le Corbusier. »

Outre le souci de pérenniser son œuvre par des dispositions statutaires indiscutables, Le Corbusier rassemble tous les éléments de son patrimoine et notamment établit un inventaire idéal des collections liées à son œuvre plastique, avec la préoccupation de disposer pour la postérité d'un ensemble représentatif qui retrace à la fois l'histoire de sa création et la diversité de ses formes.

Il s'attache en même temps à obtenir toutes les garanties pour que tous les éléments constitutifs de la Fondation bénéficient des dispositions réglementaires et fiscales qui assureront la pérennité de ses ressources. De la même manière il vérifie que celle-ci disposera bien des moyens indispensables à l'accomplissement de son objet.

C'est ainsi que dès sa création, la Fondation est destinataire du patrimoine familial – appartement-atelier de l'*Immeuble Molitor*, *Petite Maison au bord du lac Léman* à Corseaux et *Cabanon* de Roquebrune-Cap Martin – auquel vient s'ajouter la *Maison La Roche*, siège de la Fondation dès son origine. La Fondation procédera en 1970 à l'acquisition de la *Maison Jeanneret*, permettant ainsi de réunir ces deux bâtiments dessinés comme un seul ensemble et qui constituent une œuvre emblématique de l'histoire de l'architecture, tout aussi riche de l'histoire personnelle de son auteur.

La Fondation dispose aujourd'hui d'une collection comprenant une part importante de l'œuvre picturale de Le Corbusier, des milliers de dessins et d'estampes qui témoignent de l'intérêt permanent de Le Corbusier pour la gravure et la lithographie, des tapisseries, des émaux, des sculptures, etc.

À cet ensemble d'œuvres plastiques, il faut ajouter « les archives de l'atelier du 35 rue de Sèvres, depuis 1922, constituées par une masse énorme de plans de toutes sortes faits au cours de quarante années ».

Enfin la Fondation détient les livres et les droits d'auteur ainsi que les manuscrits non publiés et les maquettes d'ouvrages en chantier. Elle conserve également une masse considérable de papiers personnels, de notes, de lettres, d'agendas, de cahiers que la Fondation s'efforce de rendre disponible à la recherche et qu'elle veille à compléter au fil des ventes, des dons et des legs...

Depuis sa création, la Fondation consacre tous ses moyens à l'accomplissement des missions définies par son créateur : sa mission fondamentale consiste à veiller sur l'œuvre architecturale et sur les droits de propriété intellectuelle attachés à l'ensemble de ses créations plastiques et littéraires ; elle s'est dotée des outils lui permettant de conser-

ver les archives et les collections qui lui ont été confiées. Elle mène des actions qui ont pour but de développer la "connaissance et la diffusion de la pensée et de l'œuvre plastique, architecturale et littéraire de Le Corbusier" : accueil de chercheurs et de visiteurs dans les *Maisons La Roche et Jeanneret* et dans l'appartement de l'*Immeuble Molitor* ; mise à disposition de documents et prêt d'œuvres pour des expositions ; attribution de bourses à de jeunes chercheurs ; organisation de rencontres thématiques annuelles et publication des conférences ; édition de guides monographiques ; traductions ; etc.

Pour ce qui concerne le suivi et la mise en valeur de l'œuvre construit, la Fondation dispose aujourd'hui des outils suivants :

• **Application du droit moral/veille sur l'intégrité de l'œuvre**
La Fondation, légataire universel de Le Corbusier, est titulaire du droit moral et du droit patrimonial attachés à l'ensemble des œuvres de Le Corbusier.

La Fondation développe constamment ses actions en faveur de la conservation, de la réhabilitation et de la connaissance de l'œuvre construite de Le Corbusier.

La Fondation est systématiquement présente auprès des maîtres d'ouvrage et des propriétaires de bâtiments qui souhaitent entreprendre des restaurations ou des rénovations. La Fondation été récemment associée à différents projets de travaux, notamment ceux de la *Cité radieuse* de Marseille, de l'*église de Firminy* et de la *péniche Louise-Catherine* à Paris. Elle a été sollicitée par les architectes chargés de la rénovation de l'*Immeuble Clarté* à Genève et du *Pavillon suisse* à Paris. Elle suit attentivement l'évolution du projet d'achèvement du *Capitole* de Chandigarh pour lequel elle a été consultée par les autorités locales.

• **Comité d'experts pour l'œuvre architecturale**

Une commission a été installée auprès du conseil d'administration pour éclairer ses décisions relatives aux projets de restauration, de réaffectation ou d'évolution des bâtiments conçus par Le Corbusier. Elle est constituée d'architectes et d'historiens français et étrangers considérés comme les meilleurs spécialistes de l'œuvre de Le Corbusier. Chacun des experts se voit confier le suivi d'un projet depuis les études jusqu'aux travaux et tient informé le comité de l'évolution du chantier. Le comité peut alerter le conseil d'administration de la Fondation sur la situation de certaines œuvres.

La Fondation est également représentée dans les différents comités de pilotage qui sont mis en place par les maîtres d'ouvrage pour la conduite de projets de restauration importants : *église de Firminy*, *site Eileen Gray - Le Corbusier* de Roquebrune-Cap-Martin, *Pavillon Philips* d'Eindhoven, etc.

• Conseil d'administration

Le conseil d'administration, composé d'architectes, d'historiens d'art, d'amis de Le Corbusier et d'admirateurs de son œuvre, veille à l'exécution des missions de la Fondation et à son rayonnement. Il valide l'ensemble des expertises réalisées et répond à l'ensemble des demandes des propriétaires qui souhaitent entreprendre des travaux de restauration, d'aménagement ou de reconstitution de l'œuvre architecturale. Il dialogue avec les maîtres d'ouvrage de façon à obtenir les solutions les plus satisfaisantes au regard du maintien du caractère original de l'œuvre. Il décide des actions en faveur du développement de la connaissance de l'œuvre : relevés d'architecture, publications, etc.

Ses membres bénévoles contribuent à maintenir les liens avec l'ensemble du réseau des bâtiments de Le Corbusier ; ils se rendent régulièrement à l'étranger de façon à consolider la coopération avec la Fondation et surveiller l'état de conservation des œuvres : au cours de ces dernières années, le président et les administrateurs ont pu se rendre à Chandigarh, Ahmedabad, Tokyo, Cambridge, Moscou, etc. et y rencontrer les propriétaires et les autorités locales en charge du patrimoine. Des relations permanentes existent avec les responsables des sites en Suisse compte tenu de la place particulière de ce pays dans la biographie de Le Corbusier, du patrimoine important qu'il y a laissé et de l'importance de la recherche universitaire encore très active qu'on y mène sur l'œuvre de Le Corbusier.

• Architecte conseil de la Fondation

La Fondation a recruté un architecte à temps partiel – ayant suivi une formation spécialisée sur les questions de restauration – qui est chargé d'une mission de conseil auprès du réseau des propriétaires (travail de recherche sur les sources, mise en relation des différents intervenants, capitalisation des expériences, suivi des études, etc.), du suivi des différents chantiers en cours, en France et à l'étranger, et de la constitution des archives des restaurations.

• Archives de la restauration

Il a été décidé de constituer systématiquement un fonds d'archives des travaux de restauration qui sont conduits en France et dans le monde comportant aussi bien les documents papier (plans, descriptifs, etc.) que – dans la mesure du possible – de la conservation des éléments matériels originaux témoins de la construction initiale.

• Centre de documentation

La Fondation dispose aujourd'hui de la totalité des plans et des documents (devis, marchés, correspondances, etc.) concernant les projets et les chantiers menés toute sa vie durant par Le Corbusier et ses collaborateurs. Ces archives sont informatisées et sont mises à la disposition des maîtres d'œuvre et des propriétaires qui souhaitent

engager des travaux de restauration et de réhabilitation. La Fondation répond aux demandes d'information concernant toutes les constructions et met en relation les différents experts, spécialistes ou maîtres d'œuvre traitant de problèmes similaires.

• Numérisation des plans

En 2005, la Fondation a entrepris la numérisation intégrale du fonds des plans de l'atelier de Le Corbusier. L'ambition du projet était de publier tous les plans, croquis et études des projets et réalisations de Le Corbusier conservés à la Fondation et numérisés pour l'occasion en très haute définition d'après les originaux, soit aujourd'hui plus de 34 000 documents en couleur inédits, réunis dans quatre coffrets de quatre DVD.

• Publications

La publication systématique de guides de visite bilingues entreprise avec les éditions Birkhäuser s'inscrit dans cette même démarche. Ont déjà été publiés : *Les Maisons La Roche et Jeanneret, Le Couvent Sainte-Marie de la Tourette, La Villa Savoye, Les Quartiers modernes Frugès, L'Immeuble 24 N. C. et Appartement Le Corbusier, L'Unité d'habitation de Marseille et les autres unités d'habitation à Rezé-les-Nantes, Berlin, Briey-en-Frêne et Firminy.*

La Fondation vient de publier une carte destinée au plus large public qui présente la totalité de l'œuvre construite dans le monde complétée par des photographies de chacune des œuvres ainsi que ses coordonnées topographiques et tous les renseignements utiles pour les visiteurs.

• Information

La Fondation dispose d'un bulletin d'information qui permet de faire régulièrement le point sur la situation de l'œuvre architecturale et de sensibiliser les propriétaires en publiant des informations et des articles sur les réalisations exemplaires. Au mois de mars 2006 ont été publiés des textes présentant l'historique des restaurations de la *Maison Perret-Jeanneret* à La Chaux-de-Fonds et des *Maisons doubles du Weissenhof* de Stuttgart. Il est également rendu compte de toutes les recherches, rencontres, séminaires, touchant à l'œuvre construite et à la mise en valeur des réalisations.

• Réunions des propriétaires et des partenaires

Depuis 2003, la Fondation réunit régulièrement les propriétaires ou gestionnaires des bâtiments privés et publics de Le Corbusier dans le monde. Cette initiative répond à la volonté de mieux associer les propriétaires aux actions de la Fondation ; elle a également pour objectif de les sensibiliser aux problématiques suivantes :

- problèmes de conservation de l'œuvre construite ;
- diffusion de l'œuvre, actions de valorisation, édition de guides ;
- la question des droits : droit moral de l'auteur/droit des propriétaires.

• Rencontres de la Fondation en France et à l'étranger

Chaque année, depuis 1989, la Fondation Le Corbusier organise des Rencontres, manifestations publiques, ouvertes à toutes les personnes intéressées par l'approfondissement de la connaissance de l'œuvre de Le Corbusier. Les conférences sont assurées par des spécialistes (universitaires, doctorants, journalistes...) et des témoins. Elles donnent lieu à des publications : *La Conservation de l'œuvre construite de Le Corbusier* (1990), *Le Corbusier et la nature* (1991), *Le Corbusier et la couleur* (1992), *Le Corbusier, Ecritures* (1993), *Le Corbusier : la ville, l'urbanisme* (1995), *Le Corbusier & la Belgique* (1997), *Le Corbusier, voyages, rayonnement international* (1997), *Le Logement social dans la pensée et l'œuvre de Le Corbusier* (2000), *Le Corbusier et Paris* (2001), *L'œuvre plastique, Le Corbusier et la Suisse, Moments biographiques*, en 2007, *Le Corbusier et l'Italie*, rencontre organisée à Rome.

Elle est associée à l'organisation de séminaires "techniques" (à Chandigarh en 2003, "Conservation du béton en climat humide"), et à des actions de sensibilisation en direction des architectes et des administrations en charge de la protection du patrimoine.

• Publications des relevés d'architecture

Le conseil d'administration de la Fondation a souhaité qu'un descriptif exhaustif de l'œuvre construit puisse être progressivement réalisé et mis à jour. Il devra comporter, d'une part, des relevés systématiques des bâtiments dans leur état actuel. Les premiers relevés concernant les *Maisons La Roche et Jeanneret* sont en cours de préparation. La publication comprendra une présentation du projet et du chantier, les plans originaux, les plans actuels et un historique de toutes les restaurations intervenues depuis la création de l'œuvre.

• Campagnes photographiques

Des campagnes photographiques ont été lancées en 2004 qui permettront de disposer à terme de la couverture exhaustive des bâtiments en France et dans le monde et de constituer ainsi des archives de l'état de l'œuvre au début du XXI^e siècle. Ont été réalisées : la *maison Cook* après restauration, les *Maisons La Roche et Jeanneret*, la *Maison Curutchet*, la *Cité de refuge*, le *couvent de la Tourette*, la *Petite Maison au bord du lac Léman*, le *Musée d'art occidental*, la *Manufacture à Saint-Dié*, l'*Immeuble Molitor*, le *Cabanon* de Roquebrune, etc.

La Fondation et l'inscription de l'œuvre au patrimoine mondial

La Fondation dispose aujourd'hui d'un réseau de correspondants à travers le monde, constitué des propriétaires, des habitants, des responsables locaux du patrimoine, des organismes gouvernementaux qui lui permet d'être informée en temps réel des projets qui peuvent affecter les œuvres ou concourir à leur sauvegarde.

Le rôle joué par la Fondation lors de la mise en place du

groupe d'experts internationaux a eu pour effet de consolider ce réseau et à l'institutionnaliser.

De la même façon, les réunions régulières organisées avec les ambassadeurs délégués permanents auprès de l'Unesco ont favorisé la divulgation de l'information et du message aussi bien auprès des pays directement impliqués que des pays observateurs.

V (f) Sources et niveaux de financement

Voir Volume II, dossiers spécifiques à chaque bien.

V (g) Sources de compétences spécialisées et de formation en techniques de conservation et de gestion

Voir Volume II, dossiers spécifiques à chaque bien.
Fondation Le Corbusier.

V (h) Aménagements pour les visiteurs et statistiques les concernant

Voir Volume II, dossiers spécifiques à chaque bien.

V (i) Politique et programmes concernant la mise en valeur et la promotion du bien

Voir Volume II, dossiers spécifiques à chaque bien.

V (j) Nombre d'employés

Voir Volume II, dossiers spécifiques à chaque bien.

Tableau synthétique des droits de propriétés, classement de protection et application des mesures






PAYS	PHOTO	TITRE DU BIEN/ LOCALISATION	DROIT DE PROPRIÉTÉ		CLASSEMENT DE PROTECTION			APPLICATION DES MESURES
			Privé	Public	National	Régional/Lande	Local	
ALLEMAGNE		Maisons du Weissenhof-Siedlung ^[11] , Stuttgart		Etat Commune		Zone centrale : secteur sauvegardé (loi MH du Land), protection en totalité. Zone tampon : abords MH	Code de l'urbanisme Plan d'occupation des sols	Zone centrale et Zone tampon Administration chargée des MH du Land de Baden-Wurtemberg
ARGENTINE		Villa Curutchet ^[8] , La Plata/ Buenos-Aires	Propriété privée (louée à l'Ordre des architectes)		Zone centrale : classement MH en totalité. Zone tampon : centre ancien classé site historique d'intérêt national		Zone tampon : MH municipal et zone spéciale de conservation du patrimoine	Commission nationale des musées, monuments et sites historiques
BELGIQUE		Maison Guiette ^[1] , Anvers, Région Flamande	Propriété privée			Zone centrale : classement MH en totalité, communauté flamande Zone tampon : abords, rayon MH 100 m		Agence de l'aménagement du territoire, communauté flamande
FRANCE		Maison Cook ^[2] , Boulogne-Billancourt	Propriété privée		Zone centrale : inscription MH (façade et toiture). Zone tampon : abords MH (rayon 500 m)			Zone centrale et Zone tampon : Etat : Conservation des MH (DRAC) ; SDAP ; FLC ; commune de Boulogne
FRANCE		Maisons La Roche et Jeanneret ^[5] , Paris	Propriété privée (Fondation Le Corbusier)		Zone centrale : Etat, classement MH en totalité Zone tampon : abords MH (rayon 500 m)			Zone centrale et Zone tampon : Etat : Conservation des MH (DRAC) ; SDAP ; FLC ; commune Paris

Tableau synthétique des droits de propriétés, classement de protection et application des mesures (suite)





PAYS	PHOTO	TITRE DU BIEN/ LOCALISATION	DROIT DE PROPRIÉTÉ		CLASSEMENT DE PROTECTION			APPLICATION DES MESURES
			Privé	Public	National	Régional/Lande	Local	
FRANCE		Villa Savoye et maison du gardien type CIAM [7], Poissy		Propriété publique, Etat, affectée au Centre des Monuments natio- naux	Zone centrale : classement MH en totalité (bâtiments, jardins) Zone tampon : abords MH (rayon 500 m), partie de site inscrit.			Zone centrale et Zone tampon Etat : Conservation des MH (DRAC) ; SDAP ; FLC ; CMN
FRANCE		Maison Jaoul [9], Neuilly	Propriété privée		Zone centrale : inscription MH façade et toiture. Zone tampon : abords MH (rayon 500 m).			Zone centrale et Zone tampon : Etat : Conservation des MH (DRAC) ; SDAP ; FLC ; Ville de Neuilly (plan local d'urbanisme)
FRANCE		Cité Frugès [10], Pessac	Propriétés privées	Propriété publique, commune de Pessac	Zone centrale : ZPPAUP pour la totalité du bien ; site inscrit sur la totalité ; un bâtiment classé MH ; un bâtiment inscrit MH Zone tampon : ZPPAUP			Zone centrale et Zone tampon : Etat : Conservation des MH (DRAC) ; SDAP ; FLC ; commune de Pessac
FRANCE		Cabanon de Le Corbusier [12], Roquebrune – Cap-Martin		Propriété publique, Etat, affectée au Conservatoire du Littoral et des Rivages lacustres	Zone centrale : classé MH (l'ensembles des éléments sont protégés et terrains qui en dépendent). Zone tampon : Sites classés : domaine public maritime et site du Cap-Martin. Site inscrit : commune de Roquebrune. Loi sur le littoral.			Etat : Conservation des MH (DRAC° ; SDAP ; FLC ; Conservatoire du littoral ; Commune de Roquebrune-Cap-Martin

Tableau synthétique des droits de propriétés, classement de protection et application des mesures (suite)






PAYS	PHOTO	TITRE DU BIEN/ LOCALISATION	DROIT DE PROPRIÉTÉ		CLASSEMENT DE PROTECTION			APPLICATION DES MESURES
			Privé	Public	National	Régional/Lande	Local	
FRANCE		Cité du refuge de l'Armée du Salut [13], Paris	Propriété privée de la Fondation Armée du Salut		Zone centrale : inscription MH façade, toiture, hall et escalier. Zone tampon : abords MH (rayon 500 m)			Zone centrale et Zone tampon : Etat : Conservation des MH (DRAC° ; SDAP ; FLC ; Commune de Paris
FRANCE		Pavillon suisse à la Cité universitaire [15], Paris		Propriété publique, Etat, affectée à l'Université de Paris	Zone centrale : Classé MH partiel. Zone tampon : Abords MH (rayon 500 m). Site inscrit		Plan local d'urbanisme de Paris	Zone centrale et Zone tampon : Etat : Conservation des MH (DRAC° ; SDAP ; FLC ; Commune de Paris ; Cité Internationale et Confédération Suisse
FRANCE		Immeuble locatif à la Porte Molitor [16], Appartement LC, Paris	Propriété privée (co-propriété). Appartement LC : propriété Fondation Le Corbusier		Zone centrale : inscription MH (façade, toiture et espaces collectifs). Appartement classé MH. Zone tampon : abords MH (rayon de 500 m)		Plan local d'urbanisme de Paris et Boulogne-Billancourt	Zone centrale et Zone tampon : Etat : Conservation des MH (DRAC° ; SDAP ; FLC ; Commune de Paris et de Boulogne-Billancourt
FRANCE		Unité d'habitation [17], Marseille	Propriété privée (co-propriété)	Propriété publique Ville de Marseille (terrain)	Zone centrale : classement MH (façade, terrasse, partis communes de circulation). Appartement n° 50 classé MH en totalité. Zone tampon : abords MH (rayon 500 m)		Règlement de copropriété de l'immeuble. Plan local d'urbanisme de Marseille	Zone centrale et Zone tampon : Etat : Conservation des MH (DRAC° ; SDAP ; FLC ; Commune de Marseille
FRANCE		Chapelle Notre-Dame-du-Haut [18], Ronchamp	Propriété privée, association Œuvre Notre-Dame du Haut		Zone centrale : classé MH (chapelle et bâtiments proches). Zone tampon : site inscrit, abords MH (rayon de 500 m)	Parc Naturel Régional du Haut-Jura	Plan local d'urbanisme	Zone centrale et Zone tampon : Etat : Conservation des MH (DRAC° ; SDAP ; FLC ; Commune de Ronchamps, Parc Naturel Régional du Haut-Jura

Tableau synthétique des droits de propriétés, classement de protection et application des mesures (suite)





PAYS	PHOTO	TITRE DU BIEN/ LOCALISATION	DROIT DE PROPRIÉTÉ		CLASSEMENT DE PROTECTION			APPLICATION DES MESURES
			Privé	Public	National	Régional/Lande	Local	
FRANCE		Couvent Sainte-Marie-de-la-Tourette [19], Eveux-sur-l'Arbresle	Propriété privée, association des Amis de la Tourette		Zone centrale : édifice classé MH. Zone tampon : abords MH (rayon de 500 m)			Zone centrale et Zone tampon Zone centrale et Zone tampon : Etat : Conservation des MH (DRAC° ; SDAP ; FLC ; Commune de d'Eveux
		La Manufacture à Saint-Dié [20], Saint-Dié	Propriété privée		Zone centrale : classement MH (façade et couver- ture, structures en béton sur pilotis et bureaux sur la terrasse du bâtiment principal). Zone tampon : abords MH (rayon de 500 m)			Zone centrale et Zone tampon : Etat : Conservation des MH (DRAC° ; SDAP ; FLC ; Commune de Saint-Dié
FRANCE		Site Le Corbusier de Firminy-Vert [22], Firminy	Unité d'habitation : propriété privée (co-propriété)	Maison de la Culture et Stade : propriété Ville de Firminy. Eglise : propriété communauté d'agglomération	Zone centrale a : Maison de la Culture et tribune auvent du Stade classés MH. Base de l'église classée MH. Zone centrale b : Façades et toitures, et école maternelle de l'Unité d'Habi- tation classées MH. Zone tampon pour A et B : ZPPAUP		Règlement de co-propriété (U.H.) Plan local d'urbanisme	Zone centrale et Zone tampon : Etat : Conservation des MH (DRAC° ; SDAP ; FLC ; Commune de Firminy
		Centre historique moderne de Chandigarh [23], Chandigarh UT	Zone centrale 2 : urbanism phase 1 : 70 % propriété privée	Zone centrale 1 : Propriété publique de l'Administration de Chandigarh : Capitol park ; capitol com- plexe ; culturel com- plex ; leisure valley. Zone centrale 2 : 30% de la zone est propriété de l'Administration de Chandigarh		Zone centrale 1 : classement MH, loi 2007. Zone centrale 1 et 2 : Master plan d'origine de Le Corbusier (Edict of Chandigarh, 1964). Zone spécifique de contrôle sur les voies. Zone centrale 2 : Règlement d'urbanisme spécifique. Fiches de prescriptions archi- tecturales et urbaines. Zone tampon : réglementation urbaine de Chandigarh		Zone centrale 1 : Comité pour la conservation de Chandigarh comprend : Administration de Chandigarh, Archeological Survey of India, UNESCO New-Delhi office. Zone centrale 2 : Administration de Chandigarh

Tableau synthétique des droits de propriétés, classement de protection et application des mesures (suite)






PAYS	PHOTO	TITRE DU BIEN/ LOCALISATION	DROIT DE PROPRIÉTÉ		CLASSEMENT DE PROTECTION			APPLICATION DES MESURES
			Privé	Public	National	Régional/Lande	Local	
JAPON		Musée National des Beaux-Arts de l'Occident - Établissement principal [21], Tokyo		Propriété publique, musée national	Zone centrale : classement MH		Zone tampon : zone parc et règlement d'urbanisme. Plan urbanisme et environnement de l'arrondissement de Taito-ku	Zone centrale et Zone tampon Etat : ministère de la culture (Bunkacho), National Museum of Western Art, Zone tampon : Gouverneur de Tokyo, FLC
SUISSE		Maison Jeanneret- Perret [3], La Chaux-de-Fonds	Propriété privée de l'association Maison Blanche		Zone centrale : Parcelle (maison plus jardin) protégée au niveau fédéral du à une subvention fédérale (Loi fédérale sur la protection de la nature et du pay- sage)	Zone centrale (parcelle maison plus jardin) et zone tampon (rayon des 100 mètres) : proté- gées au niveau can- tonal (classement) selon la Loi sur la protection des biens culturels.	Plan et règlement d'aménagement communal PRAC du 26 octobre 1998 : zone centrale : habi- tation à faible den- sité, zone tampon : forêt (interdiction de construction) et zone habitation à faible densité.	Association Maison Blanche (comité exécutif), Département cantonal, Commission cantonale respective, Office fédéral de la culture et Commission fédérale des MH, Ville de la Chaux-de- Fonds
SUISSE		Maison Schwob [4], La Chaux-de-Fonds	Propriété privée de l'entreprise Ebel SA			Zone centrale (par- celle, maison plus jardin) et zone tam- pon (rayon des 100 mètres) protégées au niveau cantonal (classement) selon la Loi sur la protec- tion des biens cultu- rels.	Plan et règlement d'aménagement communal PRAC du 26 octobre 1998 : zone centrale : zone d'habitation à moyenne densité, zone tampon : zone d'habitation à moyenne/haute den- sité (bâtiments remarquables ou bien intégrés).	Département cantonal, Commission cantonale respective, Commission fédérale des MH, Ville de la Chaux-de-Fonds

Tableau synthétique des droits de propriétés, classement de protection et application des mesures (suite et fin)

PAYS	PHOTO	TITRE DU BIEN/ LOCALISATION	DROIT DE PROPRIÉTÉ		CLASSEMENT DE PROTECTION			APPLICATION DES MESURES
			Privé	Public	National	Régional/Lande	Local	
SUISSE		Petite maison au bord du Lac Leman [6], Corseaux	Propriété privée de la Fondation Le Corbusier		Zone centrale : maison protégée au niveau fédéral du à une subvention fédérale selon la Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage	Zone centrale (parcelle, maison et jardin) et zone tampon (rayon de 100 mètres) protégées au niveau cantonal (classement) selon la Loi cantonale sur la protection de la nature, des monuments et des sites	Plan général d'affectation communal (PGA) du 25.06.1993 : Zone centrale : zone villas, zone tampon : lac, zone constructible soumise à l'obligation d'un plan de quartier et zone d'équipement d'intérêt public	Zone centrale et Zone tampon FLC, Département cantonal, Commission cantonale respective, Office fédéral de la culture OFC, Commission fédérale des MH, Commune de Corseaux
		Immeuble Clarté [14], Genève	Propriété privée (copropriété)		Zone centrale : maison protégée au niveau fédéral du à une subvention fédérale selon la Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (à partir de du versement des subventions fédérales pour l'actuelle restauration, prévu pour 2008).	Zone centrale (parcelle) et zone tampon (rayon de 100 mètres) protégées (classement) au niveau cantonal selon la Loi des monuments et la nature et des sites		Département cantonal, Commission cantonale respective, Office fédéral de la culture, Commission fédérale des MH, Ville de Genève.

